

Des manifestants de Black Lives Matter traversent le pont de Brooklyn à New York, aux États-Unis, le 25 juillet 2020. Photo par Ira L. Black/Corbis via Getty Images



RAPPORT 2021 SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
LA LUTTE MONDIALE POUR
LA JUSTICE RACIALE



LA RÉSURGENCE DU MOUVEMENT POUR LA VIE ET LES DROITS DES PERSONNES NOIRES

Le meurtre de George Floyd, perpétré par la police de Minneapolis le 25 mai, aurait pu sembler à l'époque n'être qu'un exemple effroyable de plus dans la triste litanie de personnes noires tuées par la police américaine. Mais quelque chose dans cette mort cruelle et évitable, largement documentée et partagée sur les réseaux sociaux, au cours d'une année de politique américaine particulièrement toxique, et à un moment où il était demandé à chacun de respecter les règles de la pandémie et les autorités qui les appliquaient, a fait écho.

La colère a éclaté aux États-Unis et dans le monde entier. Les peuples se sont levés pour demander justice pour George Floyd, et pour les nombreuses autres victimes de traitements policiers violents et racistes. Des personnes noires, parmi lesquelles de nombreux jeunes, des femmes, et des personnes LGBTQI+, ont insisté pour raconter leur propre expérience de l'injustice raciale, en soulignant que les meurtres et les violences policières faisaient partie d'un système plus large d'injustice structurelle et récurrente. Ils ont demandé l'éradication des pratiques ancrées et durables du racisme et de la suprématie blanche. Ils ont exigé que l'on reconnaisse l'impact du colonialisme et de l'esclavage, qui n'est pas un héritage historique mais une réalité quotidienne avec laquelle ils doivent composer. Ils ont demandé un changement radical des pratiques policières, qui ont souvent été conçues comme un moyen de contrôle racial dans les systèmes de racisme, de colonialisme et d'esclavage. Ils ont également appelé à un changement des structures sociales et économiques qui déterminent l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé, au logement, aux services sociaux et à la répartition des richesses. Des personnes se sont mobilisées dans des pays du monde entier, souvent sous la bannière de Black Lives Matter (BLM). En se mobilisant, les peuples n'ont pas nécessairement suivi un modèle établi par les militants américains, mais ont plutôt adopté les tactiques qui s'adaptent le mieux à chaque contexte et qui les ont le plus aidés à attirer l'attention et à faire entendre des doléances et des revendications qui étaient restées longtemps lettre morte. Tout autour du monde, les peuples ont affirmé que, certes, les États-Unis avaient un problème de racisme, mais que leur pays aussi en avait un, et qu'il était donc urgent d'agir à cet égard.

Ces témoignages d'exclusion et ces appels à l'action ne dataient pas d'hier. Dans d'innombrables pays, les personnes qui ont témoigné expliquaient qu'elles avaient lutté contre le racisme toute leur vie. Les campagnes organisées reposaient sur des

décennies de militantisme. La propagation rapide des manifestations qui ont suivi le meurtre de George Floyd, mobilisant des personnes sur tous les continents, a toutefois réitéré ces revendications. L'ampleur et le poids même des manifestations ont entraîné un changement sans précédent dans la prise de conscience et la reconnaissance du problème du racisme systémique et de la suprématie blanche. Les manifestations ont, pour la première fois, forcé le dialogue, provoquant ainsi un changement notable dans le débat public, qui est passé d'une analyse de la question de la discrimination raciale, à une reconnaissance du racisme systémique, en recentrant l'attention sur les structures et processus politiques, économiques et sociaux plutôt que sur les attitudes et comportements individuels. Ce mouvement à l'échelle mondiale a fait de la question du racisme systémique et de la violence policière l'une de ses manifestations les plus vicieuses, et l'a érigé au rang de priorité absolue, de sorte qu'il était impossible de l'ignorer plus longtemps. En outre, il a encouragé les dirigeants politiques et économiques à prendre position et à s'engager à faire au moins les premiers pas vers le changement. Le mouvement a également contraint de nombreuses personnes blanches à reconnaître le privilège des Blancs et à prendre conscience que le fait de percevoir le racisme comme le problème de quelqu'un d'autre contribue à le faire perdurer.

Bon nombre de ceux qui se sont mobilisés maintiendront la pression pour que les mesures prises ne se limitent pas, cette fois-ci, à la simple reconnaissance du bien-fondé de leur cause, et que des changements concrets soient entrepris. Faire évoluer le débat sur le racisme est primordial, mais ne résout pas tous les problèmes. Cette étape vers le changement, amorcée en 2020, doit être accompagnée de la mise en œuvre d'un programme politique qui s'attaque aux causes et aux effets systémiques du racisme, et qui corrige les disparités persistantes et ancrées dans le pouvoir politique et économique.



Vue aérienne de l'avenue Paulista à São Paulo, Brésil, peinte avec les mots #BlackLivesMatter en portugais. Photo par Alexandre Schneider/Getty Images

LE MOUVEMENT BLACK LIVES MATTER AUX ÉTATS-UNIS

LES ORIGINES DE BLACK LIVES MATTER : DES RÉSEAUX SOCIAUX À LA RUE, JUSQU'AU DEVANT DE LA SCÈNE

L'année 2020 a été marquée par la résurgence et l'élargissement à l'échelle mondiale du mouvement BLM, et par le renouvellement des revendications de justice raciale, d'égalité et de fin de l'impunité pour les brutalités policières, exprimées depuis longtemps.

L'affirmation selon laquelle « les vies noires comptent » a été formulée pour la première fois en juillet 2013, sur Facebook. Après avoir appris que le vigile qui avait tué Trayvon Martin, alors âgé de 17 ans, dans la ville de Miami Gardens en Floride, avait été acquitté par la justice, Alicia Garza, militante des droits civiques et écrivaine, a écrit un message sans détour sur la plateforme de réseau social : « nous ne méritons pas d'être tués en toute impunité. Nous devons apprendre à nous aimer nous-mêmes et à nous battre pour un monde où les vies noires comptent ». En quelques minutes, son amie et organisatrice communautaire Patrisse Cullors a ajouté le hashtag, et #BlackLivesMatter était né. Une troisième amie, la militante Opal Tometi, a créé un site web et ouvert des comptes sur les réseaux sociaux, et le slogan s'est répandu.

C'est à partir de ce moment qu'est né un mouvement diversifié et diffus. Les trois femmes ont créé la « Black Lives Matter Global Network Foundation », un réseau décentralisé de différentes initiatives locales. Ce n'était toutefois que l'une des nombreuses initiatives qui se sont formées et ont prospéré sous la bannière BLM, laquelle comprenait le Movement for Black Lives, une coalition de plus de 50 organisations aux États-Unis, et un large éventail d'autres groupes dans le monde entier s'identifiant au slogan.

Un an plus tard, #BlackLivesMatter est devenu un mouvement de masse en réaction au meurtre d'un autre adolescent noir, Michael Brown, à Ferguson, dans le Missouri. Sa mort est survenue un mois seulement après qu'un homme noir, Eric Garner, a été tué à New York par des policiers blancs qui l'ont immobilisé en l'étranglant, refusant d'entendre ses plaintes répétées : « je ne peux pas respirer ».

Cette phrase a rapidement été reprise dans les hashtags mais aussi sur des banderoles et des pancartes, dans les manifestations contre la brutalité policière aux États-Unis et dans le monde entier.

Les manifestants partisans du mouvement BLM se sont rapidement imposés dans la rue, se mobilisant chaque fois qu'un Noir était tué par la police. Les meurtres perpétrés par la police suivaient le même schéma : l'hypothèse selon laquelle un Noir devait être en train de commettre un acte criminel ; une réponse policière violente et totalement disproportionnée par rapport à l'infraction présumée ; le déni de complicité de la part de la police et la protection des auteurs ; l'impunité et le refus de rendre justice ; une incapacité résolue à tirer les leçons de ces expériences ; et la récurrence de ces actes. Un tel schéma risquait de transformer les personnes tuées en de simples statistiques, c'est pourquoi une partie de la réponse a consisté à exiger la reconnaissance de l'individualité de chaque vie perdue : les militants ont fait en sorte que chaque personne noire assassinée - généralement des hommes, mais parfois des femmes et des enfants - soit considérée comme une vie unique perdue à jamais, en incitant la population à partager le hashtag #SayHisName ↗.



Les habitants de Los Angeles, aux États-Unis, se joignent à la marche du million de sweats à capuche pour Trayvon Martin en 2013. Photo par Ted Soqui/Corbis via Getty Images



Des étudiants demandent aux autorités de définancer la police du campus et de réaffecter les fonds aux services pour les étudiants. Photo par Mario Tama/Getty Images

BLM s'est mobilisé pour exiger la responsabilisation et la réforme de la police chaque fois que des policiers impliqués dans des meurtres de personnes noires étaient acquittés ou échappaient à toute enquête. Au fil du temps, les manifestants ont commencé à formuler une demande qui, au départ, pouvait sembler radicale et invraisemblable : **définancer la police**¹. Cette revendication implique que les ressources soient réaffectées en faveur de services et politiques au niveau local qui contribuent à la réalisation des droits des personnes noires, au détriment des services de police qui soumettent de manière disproportionnée les personnes noires à des pratiques policières intrusives, les placent sous surveillance, les incriminent et les soumettent à la violence.

La technologie permet au racisme de continuer à opérer. La surveillance est légitimée, sous prétexte de contribuer aux innovations technologiques, mais il s'agit en réalité d'un outil de maintien de l'ordre, qui est essentiel pour atteindre les objectifs de la suprématie blanche. Le maintien de l'ordre et la violence policière font partie intégrante de nos systèmes. Au 18^{ème} siècle, il existait des « lois sur les lanternes » qui obligeaient les personnes de couleur qui n'étaient pas accompagnées d'une personne blanche à porter des lanternes à bougie lorsqu'elles se promenaient dans les rues après la tombée

de la nuit. Ces lois n'ont pas vraiment disparu, mais ont plutôt évolué vers des formes plus modernes de surveillance des personnes noires.

L'histoire des États-Unis est marquée par les différentes déclinaisons des lois Jim Crow qui légitiment la ségrégation raciale. Il y avait autrefois toutes sortes de clauses qui non seulement reléguèrent les personnes noires au rang de citoyens de deuxième classe, mais leur interdisaient également de participer aux activités sociales de base. On trouve ces différentes déclinaisons en examinant les droits de vote et les clauses mises en place pour continuer à empêcher les personnes noires de s'exprimer, ainsi que toutes sortes de réglementations et de restrictions limitant l'accès au logement, entre autres choses.

Il suffit de laisser libre cours à son imagination pour aborder la question de l'abolition de ces lois. Comme le disait Walter Benjamin, l'imaginaire est un espace dans lequel il est possible de mener des luttes. Ainsi, critiquer ces systèmes constitue une première étape permettant de réfléchir par la suite à la manière de progresser vers notre revendication de liberté.

Kim M Reynolds², *Our Data Bodies*², États-Unis¹

Les appels au définancement de la police sont allés au-delà des efforts précédents visant à **réformer**² les systèmes d'application de la loi et de justice pénale afin de faire obstacle aux pratiques discriminatoires et violentes à l'égard des personnes noires. Ces dernières années, des appels persistants à la réforme ont conduit à l'introduction de certains changements dans les services de police américains, notamment une formation sur les préjugés implicites, le développement de tactiques de désescalade, l'interdiction de pratiques policières particulièrement controversées et le recrutement d'un plus grand nombre d'officiers de couleur. Suite à l'assassinat de Michael Brown par la police, de nombreuses administrations policières ont introduit la technologie des **caméras corporelles**² comme moyen de surveiller l'action de la police. Cette mesure, qui a parfois rencontré une certaine résistance de la part de la police, a obtenu des résultats mitigés. Aucune de ces

¹ Les citations dans ce chapitre proviennent soit d'entretiens avec des représentants de la société civile, soit d'un webinaire organisé par CIVICUS, afin de permettre à un éventail de militants de contribuer à ce rapport. Ces citations sont des extraits édités. Les versions complètes des entretiens sont disponibles [ici](#)². Un enregistrement du webinaire, intitulé « Défier le racisme systémique : le mouvement #BLM aux États-Unis et au-delà », est disponible [ici](#)².

mesures ne pouvait suffire à résoudre des problèmes systémiques beaucoup plus profonds. De toute évidence, les assassinats de personnes noires par la police se sont poursuivis. Les tenants de la suprématie blanche et les membres de milices ont continué à se sentir **chez eux** auprès des forces de police. Des changements plus profonds s'imposaient.

Le mouvement est arrivé dans les foyers américains par le biais d'événements sportifs télévisés à la mi-2016, lorsque le joueur de football américain Colin Kaepernick a déclenché la première d'une longue série de manifestations en **posant le genou à terre** au lieu de se tenir debout pendant que l'hymne national était joué, refusant ainsi de rendre hommage à un pays qui opprime et tue les personnes noires. Le sport est l'un des domaines qui attire le plus l'attention du public, et son geste audacieux a suscité une réaction prévisible de la part du futur président Trump et de ses partisans. Kaepernick a en effet été exclu de sa discipline sportive en 2017. Megan Rapinoe, capitaine emblématique de l'équipe américaine de football féminin, championne du monde et défenseure inconditionnelle des droits LGBTQI+, a également **repris** ce geste en 2016, et a été écartée de l'équipe en conséquence. Mais bientôt, de nombreux autres athlètes ont répété le geste, au point qu'il était devenu impossible de prendre des mesures contre



Colin Kaepernick et Eric Reid s'agenouillent en signe de protestation pendant que l'hymne est joué avant un match de la NFL en 2016. Photo par Ezra Shaw/Getty Images

eux. Des manifestants ont également commencé à poser le genou à terre. Colin Kaepernick a été **récompensé** pour le courage dont il a fait preuve en lançant cette vague de reconnaissance de la violence contre les personnes noires en étant nommé « ambassadeur de conscience » par Amnesty International. En acceptant cet honneur, le joueur de football américain a souligné la nature structurelle de l'injustice raciale aux États-Unis et a décrit les meurtres commis par la police comme des « lynchages légaux ».

L'arrivée de Donald Trump à la présidence a rapidement accentué le clivage politique, renforçant par la même occasion la suprématie blanche. Le président Trump et ses partisans ont toujours été extrêmement hostiles au mouvement BLM, présentant les personnes qui se mobilisaient comme des « terroristes » et des « voyous antipatriotiques », et exigeant le renvoi de toute personne posant le genou à terre. Ce type de discours a rendu possible une répression sévère des manifestations et a encouragé les groupes de suprémacistes blancs violents.

La suprématie blanche a été encouragée depuis le bureau présidentiel ; Donald Trump normalisant des actions et un discours que les groupes de défense des droits civiques avaient mis des décennies à essayer d'éradiquer. Après la manifestation



Des militants protestent devant une réunion de la NFL à New York en octobre 2017. Photo par Spencer Platt/Getty Images

baptisée Unite the Right (une série de rassemblements de l'extrême-droite américaine) à Charlottesville, dans l'État de Virginie en août 2017, au cours de laquelle Heather Heyer, une contre-manifestante, a été tuée par une personne se décrivant elle-même comme suprématiste blanche ; la **réaction** du président Trump a consisté à dire qu'il y avait « des gens très bien des deux côtés », suggérant ainsi une équivalence morale entre les suprématistes blancs et les manifestants en faveur des droits des personnes noires. Lors du débat présidentiel d'octobre 2020, lorsqu'on lui a demandé de condamner les groupes de la suprématie blanche tels que les Proud Boys, Donald Trump a plutôt **appelé** le groupe à « reculer et à se tenir prêt », une réponse que les membres du groupe ont **saluée** comme une reconnaissance de leurs objectifs, et qu'ils ont transformée en slogan.

Face à ce racisme alimenté par le sommet, le mouvement BLM a proposé une démarche décentralisée et qui s'est construite à partir des communautés à la base, dans laquelle les manifestations ont été déclenchées au niveau local avec une rapidité incroyable. Le mouvement BLM se considère comme un mouvement « dirigé » plutôt qu'un mouvement sans dirigeant, car il est composé d'une pléthore d'organisations locales, et est dynamisé par le travail d'une pluralité de leaders locaux de divers horizons. Parmi eux se trouvent une proportion non négligeable de femmes, de jeunes et de représentants des personnes LGBTQI+ qui remettent en question des motifs d'exclusion se recoupant et auxquels ils sont soumis, et qui font cause commune. Derrière ce mouvement se cachent des décennies de réflexion et de pratique de la part des militants et des intellectuels féministes de couleur et LGBTQI+ qui **rejetent** l'idée établie selon laquelle les mouvements pour les droits civils doivent être fondés sur le leadership d'hommes forts et charismatiques.

Grâce à leurs divers liens avec les communautés, à la confiance profonde dont ils jouissent auprès de ces communautés, et à leur capacité à se mobiliser rapidement en utilisant des outils liés aux réseaux sociaux, les organisateurs locaux du mouvement BLM à travers les États-Unis se sont non seulement mobilisés face aux meurtres commis par la police au moment où ils se produisaient, mais ils se sont également investis dans des questions connexes et ont mené des **campagnes** à plus long terme. Parmi leurs initiatives, on peut citer la campagne visant à renverser la politique d'« exclusion permanente » de l'Office du logement de la ville de New York, qui permettait d'interdire aux personnes reconnues coupables d'une infraction dans un logement public celle visant ; exiger la suppression de la base de données sur les gangs de Chicago, conçue avec un parti pris contre

les personnes noires et les Latino-Américains ; ou encore celle ayant pour but de soutenir les femmes de couleur à faible revenu le jour de la fête des mères à Atlanta.

Les campagnes en faveur du mouvement BLM ont souvent trouvé un **terrain d'entente** avec d'autres entités qui se sont mobilisées contre les services américains de l'immigration et des douanes (ICE, pour son acronyme en anglais), lequel a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des politiques d'humiliation et d'expulsion délibérées des sans-papiers de l'administration Trump. La solidarité dont ils ont fait preuve avec les manifestations Abolish ICE (« Supprimer l'ICE ») et Occupy ICE (« Occuper l'ICE ») s'est exprimée autour d'une vision commune des États-Unis en tant qu'« **État carcéral** », c'est-à-dire un pays caractérisé par un contrôle systématique via l'incarcération, affirmé par des institutions, des pratiques et des idéologies qui ciblent massivement les personnes noires, les personnes de couleur et les peuples autochtones.

Beaucoup de ceux qui se sont mobilisés ont compris que la brutalité policière, bien qu'elle soit l'une des manifestations les plus visibles et les plus violentes du racisme systémique, n'était que la partie émergée de l'iceberg : sous la surface se cachent des questions fondamentales de marginalisation politique, économique, sociale et culturelle qui ne peuvent être ignorées. Cela s'est traduit par un chant de protestation qui a gagné en force et en ampleur : « Pas de justice, pas de paix ».

LA PROCHAINE VAGUE : LE COMBAT D'UNE GÉNÉRATION

Lorsque la nouvelle vague de manifestations du mouvement BLM a éclaté en 2020, il était clair qu'il s'agissait du combat pour les droits d'une génération.

En février 2020, un Afro-américain de 25 ans, Ahmaud Arbery, a été tué par un policier à la retraite et son fils alors qu'il faisait son jogging habituel dans son quartier, juste à côté de Brunswick, en Géorgie. Les deux hommes blancs ont suivi Arbery et lui ont tiré dessus à trois reprises, prétendument parce qu'il « ressemblait » à un voleur. Les circonstances ont conduit le maire d'Atlanta, Keisha Lance Bottoms, à qualifier ce meurtre de « **lynchage** ». Le procureur local qui s'est initialement chargé de l'affaire a **fait valoir** que les deux hommes avaient eu raison de poursuivre et de tuer un l'afro-américain désarmé, qu'il a qualifié de « personne soupçonnée d'une infraction ». Il a été révélé par la suite



Le 23 septembre 2020, les New-yorkais ont manifesté contre la décision de ne pas inculper les policiers pour le meurtre de Breonna Taylor. Photo par Spencer Platt/Getty Images

que le procureur avait été impliqué dans les poursuites agressives et irrégulières d'au moins deux femmes noires, dont l'une a été emprisonnée à tort pendant plus de dix ans sur la base de preuves médico-légales discréditées par la suite. À aucun stade de la procédure la vie des personnes noires ne semblait avoir d'importance. Les assassins d'Ahmaud Arbery n'ont été inculpés qu'au début du mois de mai, après la publication d'une vidéo explicite du meurtre. Les procureurs de Géorgie qui étaient initialement chargés de l'affaire ont ensuite été **mis en examen** 7.

En mars, peu après la mort d'Ahmaud Arbery, Breonna Taylor, une ambulancière de 26 ans, a été abattue alors qu'elle dormait à son domicile de Louisville, dans le Kentucky, par trois policiers qui ont **fait irruption** 7 dans son appartement. Les policiers en civil ont tiré 32 coups de feu après que le compagnon de Taylor, Kenneth Walker, a ouvert le feu en tirant une fois, croyant à un cambriolage. Les trois policiers n'ont pas été inculpés pour ce meurtre. Les manifestants ont exigé que justice soit faite pour Breonna Taylor et que soient interdits les mandats sans préavis comme ceux qui ont permis à la police de pénétrer dans l'appartement.

Alors que le peuple s'efforçait encore de surmonter l'assassinat d'Ahmaud Arbery, qui serait passé inaperçu sans un enregistrement vidéo obtenu tout à fait par hasard, et de Taylor, qui a clairement montré que les personnes noires n'étaient pas

en sécurité même chez elles, la mort de George Floyd est survenue. Ce dernier est mort après qu'un policier de Minneapolis, dans le Minnesota, l'a plaqué au sol et s'est agenouillé sur sa nuque pendant une **durée interminable** 7 de huit minutes et 46 secondes, durant laquelle il a plaidé à plusieurs reprises pour avoir la vie sauve, répétant même les derniers mots d'Eric Garner : « je ne peux pas respirer ». Cet acte de cruauté délibéré s'est produit en public et a été entièrement **filmé** 7. Mais si les officiers en question, dont l'implication dans d'autres événements violents pendant leur service avait rapidement été prouvée, ont été licenciés, ils n'ont pour autant pas fait l'objet de poursuites pénales dans un premier temps. Le président du syndicat de police de la ville a même annoncé son intention de les réintégrer dans les services de police. Le policier qui a tué George Floyd n'a été inculpé de meurtre au second degré qu'après l'indignation suscitée par la diffusion de la vidéo montrant ses actes. Trois autres officiers impliqués dans l'arrestation de George Floyd ont finalement été inculpés de complicité de meurtre au second degré suite à de nouvelles manifestations contre l'impunité.

Le jour de l'assassinat de George Floyd (le 25 mai 2020) avait d'abord été marqué par un autre événement qui, heureusement, n'avait pas fait de victimes, mais qui, à sa manière, a permis d'illustrer le **privilège des Blancs** 7. Lorsque Christian Cooper, une personne noire passionnée d'oiseaux, a demandé à une femme blanche de mettre son chien en laisse dans une zone de Central Park à New York, conformément aux instructions à destination des promeneurs, la réaction de celle-ci a été d'appeler la police et de prétendre qu'un Afro-américain la menaçait. Cet incident a fait le tour du monde et a lancé des **discussions** 7 sur les thématiques du racisme en raison des suppositions qui semblaient justifier la réaction de cette femme, à savoir que la police serait forcément de son côté même si c'était elle qui enfreignait la loi ; qu'il était normal que l'homme qu'elle a rencontré s'attende à une réponse potentiellement hostile et violente de la part de la police ; et que les personnes noires sont perçues comme menaçantes simplement parce qu'elles se trouvent dans des espaces réservés aux Blancs, ou qu'elles accomplissent des actes qui sont considérés comme réservés aux Blancs. Heureusement, les pires scénarios ont été évités car Christian Cooper a filmé l'incident, ce qui a permis de prouver le calme et la dignité dont il a fait preuve face à l'hostilité envers la communauté afro-américaine. Mais sa vidéo, visionnée 45 millions de fois, a touché une corde sensible.

Lorsque la nouvelle de l'assassinat de George Floyd a été annoncée, le 26 mai, il était clair qu'un point de non-retour avait été atteint. Des manifestations ont

immédiatement éclaté à travers les États-Unis, la population exigeant que les meurtres cessent. Ces manifestations ont bien sûr eu lieu dans le contexte actuel de la pandémie, et leur ampleur était telle que toute distanciation était devenue impossible. Des millions de personnes en sont venues à considérer que le danger encouru par la communauté afro-américaine au quotidien l'emporte sur les risques associés à la participation à une manifestation de grande envergure. En raison de l'urgence de la question, les préoccupations liées au risque de contamination devaient être reléguées au second plan. À ce moment-là, il était également apparu clairement que le même système d'exclusion et de violence qui permettait les brutalités policières et l'impunité tuait également les personnes noires d'une autre manière. En effet, étant donné que ces personnes vivaient de manière disproportionnée dans des conditions qui rendaient impossibles la distanciation et l'application des mesures sanitaires préventives, qu'elles occupaient davantage des emplois qui ne pouvaient être exercés depuis leur domicile, et qu'elles avaient particulièrement moins accès aux soins de santé, elles présentaient des taux d'infection au virus plus élevés et étaient plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que leurs homologues blancs. Des recherches publiées en août ont **indiqué** que les afro-américains étaient trois fois plus infectés par le virus que les citoyens blancs, et qu'ils avaient deux fois plus de chances d'en mourir. En menant des actions publiques, les personnes noires prenaient un risque, mais le risque faisait partie de leur quotidien.

Les manifestations ne semblaient pas discontinuer et ont été orchestrées mois après mois par milliers dans des petites et grandes villes dans tout le pays. Et comme nous le verrons plus loin, les manifestations aux États-Unis n'étaient qu'une facette d'une vague de mobilisation à l'échelle mondiale plus importante. Sur la seule période allant du 26 mai au 22 août, l'organisation ACLED a recensé grâce à son outil de surveillance **US Crisis Monitor** plus de 7 750 manifestations organisées sous la bannière de BLM dans plus de 2 440 lieux répartis dans les 50 États américains et à Washington DC. Dans de nombreuses communautés locales, les manifestations servaient également d'actes de commémoration des victimes précédentes de la brutalité policière et des dernières victimes qui, malgré la vague de mobilisations, ont continué à s'ajouter au triste bilan. À Atlanta, un autre afro-américain, **Rayshard Brooks**, a été tué lors de sa garde à vue le 12 juin, ce qui a provoqué de nouvelles **manifestations dans toute la ville**. À Kenosha, dans le Wisconsin, l'assassinat par la police d'un afro-américain, **Jacob Blake**, en août, a suscité l'**indignation**

et entraîné plusieurs nuits de manifestations, y compris des actes de vandalisme qui ont entraîné une répression sévère et indiscriminée. En octobre, l'assassinat de **Walter Wallace, Jr.** à Philadelphie, en Pennsylvanie, a déclenché plusieurs jours de manifestations qui se sont répandues dans d'autres villes, notamment à **New York**.

Le 19 juin, des dizaines de milliers de personnes ont célébré le jour de l'Émancipation (« **Juneteenth** »), pour commémorer la libération des derniers esclaves au Texas, le 19 juin 1865, relayant ainsi la « proclamation d'émancipation » d'Abraham Lincoln de septembre 1862. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un jour férié fédéral, 47 États et Washington DC commémorent malgré tout cette date, et de nombreux afro-américains considèrent le 19 juin comme le véritable jour de l'indépendance (plutôt que le 4 juillet). En 2020, le peuple a célébré le jour de l'Émancipation par des marches et des rassemblements contre le racisme, des promenades à vélo, des concerts, des événements musicaux et, en vue des élections du mois de novembre, par des campagnes d'inscription sur les listes électorales. Dans certains endroits, notamment à Atlanta et à Minneapolis, les célébrations ont également servi à rendre hommage aux personnes tuées par la police, notamment Ahmaud Arbery, George Floyd et Breonna Taylor, ainsi qu'à d'autres personnes tuées depuis

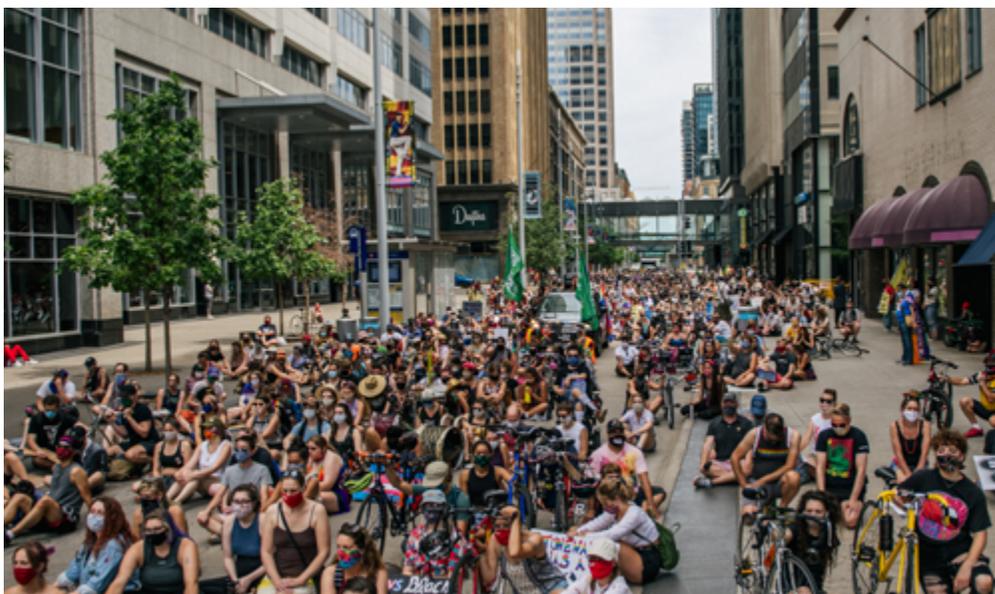


Le 18 juillet 2020, des artistes et des bénévoles réalisent une peinture murale de Black Lives Matter dans la rue, devant le Minnesota African American Heritage Museum and Gallery. Photo par Stephen Maturen/Getty Images

le début des manifestations, et ont été l'occasion de réitérer les revendications de justice.

À Louisville, des milliers de personnes sont également descendues dans la rue le 23 septembre après que le procureur général du Kentucky a annoncé que son Bureau n'inculperait aucun policier pour le meurtre de Breonna Taylor. Seul un officier impliqué dans l'incident a été inculpé par le grand jury et accusé de mise en danger délibérée. Des manifestants se sont mobilisés dans plus d'une douzaine de villes suite à la décision du grand jury.

En juillet, le *New York Times* a reconnu que le mouvement BLM « pourrait être le plus grand de l'histoire des États-Unis » : plusieurs sondages ont estimé qu'entre 15 et 26 millions de personnes avaient déjà participé aux manifestations du mouvement BLM dans le pays. Selon une analyse des médias, 140 manifestations ont eu lieu chaque jour en moyenne, avec un taux de participation allant de quelques dizaines à plusieurs dizaines de milliers de personnes.



Lors d'un rassemblement de la fierté gaie tenu le 28 juin 2020 à Minneapolis, dans le Minnesota, les participants exigent le respect de la vie des personnes transgenres noires. Photo par Brandon Bell/Getty Images

DÉPLOYER LA LUTTE DANS TOUS LES DOMAINES

La conversation à l'échelle nationale déclenchée par les manifestations du mouvement BLM a apporté des changements dans des domaines où les progrès ont longtemps été bloqués, notamment dans le milieu universitaire. En juin 2020, deux femmes, Shardé Davis, professeure adjointe noire au département de communication de l'université du Connecticut, et Joy Melody Woods, doctorante noire à l'université du Texas à Austin, ont décidé d'agir en réponse aux meurtres de George Floyd et de Breonna Taylor. Elles ont créé le hashtag **#BlackInTheIvory**, destiné à inciter les personnes noires à raconter leurs histoires sur le racisme dans le milieu universitaire. Elles ont rapidement constaté qu'elles n'étaient pas les seules à être victimes de racisme, car des milliers de personnes se sont présentées pour partager leurs expériences de discrimination. Cette avalanche de témoignages a forcé les établissements d'enseignement des États-Unis à prendre part à une conversation qu'ils évitaient depuis des décennies, et a entraîné certains changements, tels qu'un financement important des départements d'études afro-américaines et la promotion de chercheurs spécialisés dans ce domaine, ainsi que l'introduction de l'obligation pour tous les étudiants de suivre un cours d'études ethniques ou un cours sur le racisme anti-Noirs systémique.

Il était communément admis que le discours universitaire perpétuait les stéréotypes raciaux et l'exclusion systémique, mais il n'était pas le seul responsable : en effet, l'armée américaine était de plus en plus perçue comme une force enracinant le racisme systémique tant au niveau national qu'à l'étranger, par le passé et encore aujourd'hui. À la suite du meurtre de George Floyd, des épouses de militaires se sont organisées et ont défilé dans tout le pays pour soutenir le mouvement BLM. Des personnes issues des communautés afro-américaine, blanche et hispanique, et certains vétérans de l'armée eux-mêmes, se sont élevés contre l'instrumentalisation partisane des forces armées pour réprimer le mouvement BLM. Ils ont appelé à la reconnaissance du racisme au sein de l'armée américaine, qui emploie beaucoup de personnes noires (ces dernières représentent 18,7 % des officiers de réserve), lesquelles sont pourtant exclues des postes de haut niveau (seules 8,8 % d'entre elles sont officiers). Début juin, face à la possibilité que l'armée reçoive l'ordre d'aider à réprimer les manifestations, le chef d'État-major interarmées a appelé à l'instauration d'un dialogue interne sur le racisme, et au respect du droit à la manifestation pacifique et des valeurs fondamentales de l'armée. Dana Pittard, un officier général à la retraite afro-américain décoré à de nombreuses reprises, a évoqué sa propre expérience du racisme au sein de l'armée, appelant à un changement pour combattre le racisme institutionnel, au sein de l'armée et de la société américaine dans son ensemble.

CONSÉQUENCES DU MOUVEMENT ET VIOLENCE

Les manifestations en faveur du mouvement BLM ont été majoritairement pacifiques : comme l'a indiqué l'organisation ACLED, dans plus de 93 %⁷ des manifestations liées au mouvement, les participants n'ont pas eu recours à la violence ou à des activités destructrices. Des épisodes violents se sont produits dans moins de 10 % des lieux de manifestations, et le cas échéant, ils ont souvent été circonscrits⁷ à des quartiers spécifiques de la ville, comme à Portland, dans l'Oregon. Dans plusieurs cas, il a été prouvé⁷ que la violence était le fait de personnes infiltrées, souvent liées à la police et aux groupes de suprématie blanche.

La violence était parfois symbolique, marquée par le vandalisme de statues et de monuments célébrant les dirigeants de la Confédération, les propriétaires d'esclaves et les personnalités de l'époque coloniale. À l'instar d'actions similaires menées dans d'autres pays (voir ci-dessous), ces actes symbolisaient le refus des



Des manifestants se rassemblent à Washington, DC pendant la Marche des mamans noires contre la violence policière et l'inégalité raciale, le 27 juin 2020. Photo par Michael A. McCoy/Getty Images

personnes de vivre avec des symboles traumatisants de leur assujettissement, et leur volonté de voir le pays faire passer les droits des Afro-américains avant la mémoire des épisodes racistes de son histoire. Les historiens ont attiré l'attention sur l'histoire⁷ des monuments eux-mêmes, en précisant que de nombreux monuments commémoratifs de la guerre civile n'avaient pas été érigés immédiatement après le conflit de 1860, mais plutôt un siècle plus tard, alors que le mouvement pour les droits civils prenait de l'ampleur ; leur hommage à la Confédération s'inscrivait dans le cadre d'une campagne visant à perpétuer la ségrégation raciale et à rappeler aux personnes noires qu'elles étaient toujours privées de pouvoir. En reprenant la lutte du mouvement pour les droits civils, le mouvement BLM a porté un coup aux symboles de l'injustice raciale : au début de 2021, le Southern Poverty Law Center, qui rend compte de près de 2 100 statues, symboles, pancartes, bâtiments et parcs publics dédiés à la Confédération, et du mouvement visant à les faire disparaître, a signalé⁷ qu'au moins 160 symboles confédérés avaient été retirés ou déplacés des espaces publics à travers les États-Unis en 2020.

Mais, lorsque la société est divisée, les symboles sont beaucoup remis en question, et l'administration Trump s'est donné pour mission de protéger non pas les personnes victimes de racisme structurel, mais plutôt les monuments physiques érigés à la mémoire des architectes du système qui les oppriment. À Washington DC, 400 soldats⁷ de la Garde nationale ont été mobilisés pour assurer la protection des monuments et infrastructures, et le président Trump a signé un décret⁷ imposant des peines de 10 ans de prison à quiconque serait surpris en train d'endommager des statues ou des monuments.

Bien que les incidents violents concernaient pour la plupart du temps des monuments plutôt que des personnes, le président Trump a malgré tout répandu un discours pompeux et sans fondement présentant le mouvement BLM comme violent et extrémiste. Ce point de vue a été systématiquement renforcé par une couverture médiatique mettant exagérément l'accent sur des cas isolés de vandalisme et de violence, et non sur le caractère essentiellement pacifique des manifestations. Trump a continuellement fait de fausses déclarations⁷ sur les manifestants, qu'il a qualifiés d'« agitateurs », d'« émeutiers », de « pillards » et de « voyous⁷ ». Les manifestations du mouvement BLM ont été présentées comme étant liées à des groupes de la gauche radicale, et en particulier au mouvement Antifa, un nom qui fait référence à un groupe hétérogène d'individus qui se considèrent comme antifascistes, mais que l'administration Trump a mis

dans la catégorie d'« organisation terroriste ». Malheureusement, la propagande de l'administration Trump et le climat de désinformation délibérée qu'elle a contribué à répandre ont, selon les sondages, sensiblement augmenté le nombre d'Américains considérant la plupart des participants aux manifestations comme violents et vandales, lesquels désapprouvaient donc de plus en plus le mouvement. Certains services de police, comme celui de Chicago, ont saisi l'occasion pour intensifier leur surveillance des manifestants et ont mis en place une initiative de **surveillance des réseaux sociaux** ⁷, sous prétexte de prévenir les pillages.

Ce discours dominant a rendu possible une réponse policière musclée et souvent militarisée face aux manifestations. Dans l'ensemble, les **données de l'ACLED** ⁷ indiquent que les manifestations en faveur du mouvement BLM ont été plus fortement contrôlées par la police que toute autre manifestation, et que les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force lors de leurs interventions. Plus de 9 % des manifestations associées au mouvement BLM ont donné lieu à une intervention des pouvoirs publics, contre 3 % de toutes les autres manifestations au cours de la même période. Au plus fort des manifestations, en juillet, l'ACLED a enregistré une intervention du gouvernement dans 9 des manifestations antiracistes, contre 2 % en juillet 2019, avant la nouvelle vague de manifestations en faveur du mouvement BLM.

Autrement dit, l'État déclenchait une nouvelle vague de violence étatique sur les Afro-américains qui protestaient contre cette même violence. Le président Trump a approuvé cette violence. En effet, en mai, alors que la grande vague de manifestations commençait à se déployer, il a **menacé** ⁷ sur Twitter d'accueillir les manifestants avec des « chiens méchants » et des « armes redoutables ». Dans plusieurs villes qui sont devenues des foyers de manifestation, les manifestants ont été accueillis par des agents des forces de l'ordre portant des équipements anti-émeutes et faisant un **usage excessif de la force** ⁷. Les chiens d'intervention, qui, historiquement, ont souvent été utilisés par la police pour contrôler les minorités raciales, ont régulièrement été présents lors des manifestations du mouvement BLM. Des abus ont été commis par divers services chargés de l'application de la loi, de la police d'État et la police locale aux agences fédérales et à la Garde nationale, et comprenaient des passages à tabac, l'utilisation indiscriminée de gaz lacrymogènes et de gaz poivré, ainsi que le tir de munitions moins létales telles que des balles en caoutchouc et des balles en mousse. Les manifestants ont indiqué que la violence escaladait généralement sans avertissement, faisant ainsi des blessés, et qu'elle s'accompagnait d'arrestations massives.



Des manifestants tentent d'arracher la statue d'Andrew Jackson à Lafayette Square, près de la Maison Blanche à Washington DC, le 22 juin 2020. Photo par Drew Angerer/Getty Images

Le 2 juin, au moins 23 États avaient déployé des troupes de la **Garde nationale** dans des proportions qui, selon les médias, rivalisaient avec le nombre de soldats américains en Afghanistan, en Irak et en Syrie. Ce jour-là, l'agence Associated Press a déclaré qu'au moins 11 personnes avaient été tuées à ce jour lors de manifestations, et qu'environ **9 000** avaient été arrêtées pour avoir participé à des manifestations, principalement parce qu'elles avaient enfreint le couvre-feu instauré par plusieurs villes pour tenter de limiter les protestations. Un **rapport** d'Amnesty International a fait état de 125 incidents distincts de violence policière contre des manifestants dans 40 États et à Washington DC, sur la seule période allant du 26 mai au 5 juin. Au cours d'une même semaine au début du mois de juin, il y a eu plus de 3 000 arrestations à Los Angeles. En une seule journée, le 1er juin, plus de **300 personnes** ont été détenues pour violation du couvre-feu, émeutes et cambriolages. Cette date est tristement célèbre car le procureur général avait ordonné aux forces de l'ordre d'utiliser des **gaz lacrymogènes** contre des **manifestants pacifiques** près de la Maison Blanche, afin que le président Trump puisse organiser une séance de photos de lui tenant une bible devant une église locale.

À New York, où de multiples groupes ont organisé des **rassemblements, des veillées et des marches** à plusieurs endroits, une personne a été blessée le



Une femme est aspergée de gaz poivré tandis que la police repousse des manifestants qui tentent d'arracher une statue d'Andrew Jackson. Photo par Tasos Katopodis/Getty Images

31 mai après qu'une **voiture de police** a délibérément accéléré à travers une foule de manifestants. Il s'agit de l'un des nombreux incidents pendant l'année au cours de laquelle la police a vraisemblablement utilisé ses véhicules en tant qu'armes contre les manifestants. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont également montré des policiers, qui, en réponse aux protestations, ont recouru à la force pour **arrêter** des professionnels de santé identifiés, en détruisant des **postes médicaux** et en jetant des fournitures, y compris de l'**eau potable**.

Les **manifestations** qui se sont poursuivies pendant plusieurs jours à Atlanta après l'assassinat d'Ahmaud Arbery ont également été réprimées de manière disproportionnée par la police. Des gaz lacrymogènes ont été utilisés et des dizaines de personnes ont été arrêtées. Le 29 mai, après plusieurs jours de manifestations pacifiques, des émeutiers ont brisé des vitrines, fait des graffitis et vandalisé le bâtiment du **CNN Center** et les véhicules qui se trouvaient à proximité. Le gouverneur de l'État a réagi en déclarant l'**état d'urgence**, en instaurant un couvre-feu et en faisant appel à 500 officiers de la Garde nationale de Géorgie.

En raison du climat divisé et parfois toxique, les professionnels des médias ont été pris pour cible lorsqu'ils couvraient des manifestations du mouvement BLM. Le 3 juin, la Fondation pour la liberté de la presse avait déjà **fait état de** plus de 230 incidents, dont 153 agressions et une quarantaine de cas de dommages causés à des équipements ou des salles de presse. À la fin de l'année, le **US Press Freedom Tracker** avait répertorié plus de 930 incidents signalés dans 79 villes, dont 295 agressions physiques contre 331 journalistes, 115 arrestations de journalistes et des chefs d'inculpation retenus contre 111 journalistes, 73 cas de dommages matériels appartenant à 56 journalistes et 16 perquisitions et saisies d'équipement touchant 16 journalistes qui couvraient les manifestations du mouvement BLM. Dans bien des cas, des journalistes ont subi des agressions physiques après avoir présenté leur carte de presse et s'être identifiés comme des professionnels des médias. Le plus souvent, la police a été à l'origine de ces violences ; la plupart du matériel a été endommagé lors d'arrestations, tandis que la majorité des violences physiques subies par les journalistes ont été le résultat de tirs de gaz lacrymogènes et de balles sur les manifestants par les forces de sécurité. Les journalistes ont parfois été victimes de violence parce qu'ils se trouvaient non loin des manifestations, mais il semblerait qu'ils aient quelques fois été délibérément ciblés.

Certaines attaques ne pouvaient pas être dissimulées car elles se sont produites en direct. Une journaliste de la chaîne de télévision de Louisville

a été touché par des **projectiles au gaz poivré** alors qu'elle effectuait un reportage en direct. Un journaliste afro-américain de CNN a été **arrêté** et emmené menotté alors que lui et son équipe couvraient en direct une manifestation. À Washington DC, le 1er juin, une correspondante australienne et son cameraman ont été **attaqués** par des agents anti-émeute. À Minneapolis, une photographe a été rendue **borgne** par une balle en caoutchouc, et au moins **deux journalistes** ont été touchés par des munitions pour le contrôle des foules par des policiers en tenue anti-émeute. Lors d'incidents distincts à Denver, dans le Colorado, au moins **deux journalistes** ont été **blessés** par des armes moins mortelles utilisées par la police. Certains journalistes ont été **pris dans des affrontements** entre les manifestants et les forces de l'ordre, comme ce fut le cas pour Jo Ling Kent, journaliste de MSNBC, qui a été touchée par une grenade assourdissante alors qu'elle couvrait une manifestation à Seattle, dans l'État de Washington.

Mais la police n'était pas la seule à avoir recours à la violence. Encouragés et enhardis par la rhétorique du gouvernement, des groupes anti-droits et des extrémistes ont également riposté contre le mouvement BLM. Des groupes armés de contre-manifestants ont souvent **perturbé** les manifestations de BLM, et les **confrontations** entre ces derniers et les groupes de manifestants sont devenues monnaie courante. Il apparaissait clairement que des groupes d'extrême droite se mobilisaient ouvertement pour **intimider** les manifestants par une démonstration de force armée.

La violence était hélas parfois devenue une réalité. Le 15 juin à Albuquerque, au Nouveau-Mexique, un **extrémiste armé** a tiré sur un manifestant non armé, dans le cadre d'une opération qu'il a menée avec d'autres membres présumés d'une milice civile dans le but d'empêcher les manifestants de retirer la statue d'un gouverneur colonial. Ces dernières années, des extrémistes violents dans le monde entier ont fréquemment eu recours à des **véhicules** pour attaquer les foules ; cette tactique a été adoptée par les tenants de la suprématie blanche, qui ont lancé des dizaines d'**attaques à la voiture-bélier** contre les foules de manifestants. Bon nombre d'entre elles ont été perpétrées par des personnes ayant reçu une formation policière ou militaire, et des personnes affiliées à diverses milices d'extrême droite et à des groupes haineux. Cependant, certaines de ces personnes n'avaient jamais été affiliées à un quelconque groupe, ce qui laisse supposer qu'elles les avaient récemment intégrés, après avoir été séduites par les discours de haine et la désinformation.

Une initiative visant à protéger les extrémistes violents a été lancée en Floride : le gouverneur a proposé une législation anti-manifestations dont plusieurs dispositions **sanctionneraient** celles ayant pour effet d'**obstruer les routes** et accorderaient l'immunité aux conducteurs frappant ou tuant les manifestants « s'ils fuient la foule pour se mettre à l'abri ». Parallèlement à cette tentative d'incrimination des manifestants, et à la suite d'une série de lois adoptées ces dernières années visant à restreindre les manifestations en faveur de l'environnement et du climat (voir le chapitre de ce rapport consacré à l'activisme environnemental et économique), d'autres **projets de loi anti-manifestations** ont été proposés lors de plusieurs assemblées législatives d'États en réponse aux manifestations du mouvement BLM.

La différence de traitement réservé par la police aux manifestants afro-américains et aux contre-manifestants haineux était indéniable. Lorsque les membres d'une contre-manifestation des Proud Boys ont harcelé d'autres personnes d'une manifestation en faveur du mouvement BLM à New Port Richey, en Floride, la police les a dispersés, mais n'a **infligé d'amendes** qu'aux manifestants partisans du mouvement BLM. Ce n'est que parce qu'elles ont suscité une grande indignation que ces amendes ont été annulées. L'exemple illustrant peut-être le



Une participante à la Marche finale vers les urnes à Los Angeles le 28 octobre 2020 appelle à définancer les prisons et à financer les communautés. Photo par Rich Fury/Getty Images

plus cette différence de traitement remonte au mois d'août, lorsqu'une personne qui s'était autoproclamée membre d'une milice a **abattu** 7 deux manifestants qui protestaient contre la mort de Jason Blake à Kenosha. Contrairement au traitement sévère et violent infligés aux manifestants noirs, le meurtrier a été **autorisé** 7 à s'éloigner librement du lieu du crime, après qu'un agent de police l'a remercié et lui a offert de l'eau.

Outre ces contre-manifestations, plusieurs groupes d'extrême droite ont organisé leurs propres manifestations au cours de l'année, gagnant une présence sur la scène publique sans précédent et de plus en plus normalisée, ce qui est inquiétant. L'attitude relativement indulgente dont les policiers ont fait preuve lors de nombreuses manifestations d'extrême droite, y compris plusieurs au cours desquelles des groupes lourdement armés se sont rassemblés dans des espaces publics pour contester ouvertement les règles relatives à la pandémie (voir le chapitre du présent rapport sur la démocratie dans le contexte de la pandémie), n'ont fait que souligner la brutalité disproportionnée que les manifestants du mouvement BLM risquaient de subir et les inégalités systématiques auxquelles ils se heurtent dans l'exercice de leur droit de manifester. La très faible violence déployée par l'État lors de la prise d'assaut du Capitole par une foule pro-Trump en janvier 2021 n'a fait qu'étayer de nouveau une vérité révélée à maintes reprises en 2020.



Une manifestante demande le définancement de la police devant l'hôtel de ville de Seattle, Washington, le 15 juillet 2020. Photo par Stephen Brashear/Getty Images

DÉFINANCER LA POLICE: IMPLICATIONS PRATIQUES

Le slogan « définancer la police » (« Defund the police ») ne s'est pas avéré être un simple cri de ralliement ou une utopie. Deux facteurs ont déclenché une prise de conscience du public : la nécessité d'inverser la **militarisation** 7 croissante de la police et l'**essor** 7 à long terme du nombre d'incarcérations ; des tendances qui se sont manifestées quel que soit le parti au pouvoir et dont les répercussions ont touché de manière disproportionnée la communauté afro-américaine. Quelques progrès ont été accomplis grâce à l'élan suscité par la vague de manifestations de 2020 et au fait que certains **fonctionnaires au moins** 7 reconnaissent que le racisme structurel est un véritable problème. Alors que les administrations locales commençaient à réfléchir à la manière d'ajuster leur budget à la lumière de la pandémie, les militants ont eu l'occasion de mettre en avant des alternatives au financement élevé dont la police bénéficie actuellement.

À New York, en prévision des réunions budgétaires du conseil municipal relatives à l'année financière suivante, une centaine de personnes ont **campé** 7 devant l'hôtel de ville pendant une semaine à la fin du mois de juin. Les manifestants réclamaient une réduction du budget du service de police d'un milliard de dollars américains, après des semaines de débat sur le **définancement de la police** 7. Des messages tels que « nous assurons notre sécurité » ont été tagués dans la rue devant l'hôtel de ville. À l'approche du jour du vote du budget, des centaines d'autres personnes ont rejoint la manifestation, avant qu'elle ne soit violemment **réprimée** 7 le 30 mai, lorsque la police a tenté de dégager la zone.

Le 7 juin, alors que des centaines de personnes étaient rassemblées à l'extérieur, le conseil municipal de Minneapolis s'est **engagé** 7 à entamer le processus de démantèlement du service de police en place, qui a été jugé non réformable, et à le remplacer par un nouveau système de sécurité publique, tout en transférant des fonds vers des programmes sociaux destinés aux communautés afro-américaines. D'autres administrations municipales ont suivi le mouvement et ont annoncé des plans de restructuration de leurs services de police. Pour la première fois, une conversation sérieuse à haut niveau s'est engagée sur la manière dont la police est organisée et tenue responsable, et sur les intérêts qu'elle prétend servir.

Toutefois, à la fin de l'année, nombre de ces efforts ont commencé à s'essouffler. Dans le cas de la ville de Minneapolis, l'initiative avait été **diluée** 7 pour n'apporter que de modestes réductions au budget de la police de la ville pour 2021. La lutte visant à remplacer un système de police perpétuant la suprématie blanche par un système assurant la sécurité de tous, et à réorienter les ressources en faveur de la justice raciale et des droits humains, ne fait que commencer. Le maintien de l'ordre reste ancré dans un système plus vaste d'inégalités structurelles, et il sera essentiel de garder une pression et une vigilance continues dans les années à venir.

JUSTICE SOCIALE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE

En plus de se concentrer sur la violence de la part des forces de l'ordre, les pratiques en matière de police et les taux d'incarcérations élevés, la mobilisation du peuple en faveur du mouvement BLM a mis à l'ordre du jour d'autres questions essentielles, à savoir celles de la sécurité alimentaire, du logement sûr et abordable, des soins reproductifs et des droits des personnes transgenres. Dans le contexte d'une pandémie sans précédent et qui a touché de manière disproportionnée la communauté afro-américaine, des actions telles que la **grève pour les vies des personnes noires** (« Strike for Black Lives ») ont révélé que chacun comprenait la nécessité de relier la lutte contre la violence de la part des forces de l'ordre à un appel plus large à l'égalité raciale. Le 20 juillet, des milliers de travailleurs à travers les États-Unis ont quitté leur lieu de travail en signe de protestation. Ceux qui n'ont pas pu quitter leur travail ont été **encouragés** à mettre un genou à terre ou à faire une pause pendant 8 minutes et 46 secondes, en hommage à George Floyd.

À l'approche des élections présidentielles américaines, le président Trump a certainement vu dans les manifestations une occasion de renforcer sa campagne électorale chancelante autour d'un message de « loi et d'ordre » à la Richard Nixon, un **message codé** à connotation raciale cherchant à consolider le soutien dont il bénéficie de la part d'une partie des électeurs blancs. Mais l'énergie insufflée par les manifestations a également déclenché des effets inattendus. Le racisme dénoncé par les manifestants a été reconnu comme étant ancré dans tous les mécanismes de la société, y compris le système électoral et les institutions de la démocratie représentative, qui, en cette année électorale, ont été plus que jamais la cible de toutes les critiques.

Beaucoup espéraient que l'énergie générée par les manifestations pourrait se transférer vers la sphère électorale, et avoir un effet durable sur la politique en modifiant l'équilibre des forces en faveur des espaces décisionnels. Des militants de la justice raciale dans tout le pays ont uni leurs forces pour contester les efforts de suppression des électeurs (une tactique visant à décourager ou à empêcher les gens d'aller voter, connue sous le nom de « voter suppression » en anglais), qui ont progressivement réduit l'influence des personnes noires. Ils se sont efforcés de mobiliser les électeurs afro-américains afin de chasser les élus racistes et de faire élire davantage de personnes de couleur. Les candidats afro-américains aux élections et les groupes politiques axés sur la justice raciale ont connu une

augmentation des dons sans précédent. Des milliers d'autres personnes se sont engagées à soutenir et à participer bénévolement aux efforts visant à surmonter le phénomène de suppression des électeurs et à mobiliser les électeurs sur le terrain. Dans des États clés tels que la Géorgie, et face aux tentatives soutenues de suppression des électeurs et aux accusations de fraude sans fondement, le regain d'efforts des personnes noires ont peut-être fait toute la différence.



Des manifestants du mouvement BLM appellent la population à voter lors d'un rassemblement préélectoral à Los Angeles. Photo par Rich Fury/Getty Images

LA MOBILISATION CONTRE LA « SUPPRESSION DES ÉLECTEURS »

Bien que la suppression des électeurs soit un phénomène de longue date aux États-Unis, les efforts visant à empêcher ou à décourager certains groupes, et en particulier les personnes noires, d'exercer leur droit de vote, ont augmenté au cours de la dernière décennie. Des dizaines d'États ont adopté des lois qui rendent l'exercice du vote plus difficile. **Yael Bromberg**,⁷ de la **Fondation Andrew Goodman**,⁷ décrit ce processus :

En 2013, la Cour Suprême a supprimé une disposition clé de la loi de 1965 sur les droits de vote. Cette mesure de sauvegarde exigeait que les États qui ont supprimé des électeurs dans le passé obtiennent une autorisation avant de modifier leurs lois électorales. L'annulation de la mesure de sauvegarde a considérablement favorisé la suppression d'électeurs. Le nombre de bureaux de vote a été réduit : 1 700 bureaux de vote ont été fermés entre 2012 et 2018, dont 1 100 entre les élections de mi-mandat de 2014 et 2018. Des lois strictes d'identification des électeurs ont été adoptées, ce qui rend difficile l'accès au vote pour les pauvres, les personnes de couleur et les jeunes. D'autres mesures, telles que l'épuration des listes électorales des États et la re-délimitation des circonscriptions électorales, ont encore dilué le pouvoir électoral. Il est important de garder à l'esprit que toutes ces initiatives sont prises au détriment des contribuables, qui devront composer avec un système judiciaire engorgé et assumer les frais de contentieux de la partie obtenant gain de cause ; et aux dépens des électeurs, qui sont contraints d'accepter les résultats d'un système électoral truqué, bien que la loi sur la suppression des électeurs puisse être abrogée dans le futur.

Aujourd'hui, le système de suppression d'électeurs revient à « confier au renard la garde du poulailler » : ceux qui ont le privilège de définir les lois déterminent l'inclusion ou l'exclusion d'électeurs. Par exemple, après l'élection d'Obama à la présidence, une quantité considérable de lois strictes d'identification des électeurs exigeant plus qu'une preuve d'identité classique pour pouvoir voter se sont répandues dans l'ensemble du pays. L'Alabama, après avoir adopté de telles lois, a fermé les bureaux de délivrance des permis de conduire, où les preuves d'identité en question pouvaient être obtenues, dans les grandes zones rurales où réside la population afro-américaine.

Dans le contexte des élections de 2020, les enjeux étaient clairs. Les titulaires de mandats républicains se sont efforcés de rendre le vote des personnes noires aussi difficile que possible, car ils savaient que celles-ci voteraient davantage pour les démocrates que pour les républicains. Ils leur ont fait comprendre qu'elles devraient avoir moins de poids que les électeurs blancs dans le choix du président et des membres du Congrès. Mais la prise de conscience et la remise en question du racisme systémique qui ont eu lieu grâce aux manifestations ont mis en lumière

les pratiques de suppression des électeurs. Le peuple a commencé à s'intéresser à l'**idéologie raciale**⁷ qui sous-tend le système de collège électoral des États-Unis, lequel favorise aujourd'hui excessivement les électeurs des petits États comptant proportionnellement moins de personnes noires. Après l'élection, les allégations infondées de Trump concernant la fraude électorale **contenaient des préjugés raciaux implicites**⁷, les villes à forte population noire étant accusées d'avoir perpétré la fraude présumée. Bon nombre de ces allégations de fraude sous-entendaient que les Afro-américains avaient en quelque sorte triché en se rendant aux urnes en grand nombre, et que leur vote devrait être moins important.

Conscients des immenses enjeux du scrutin de 2020, les citoyens américains étaient motivés à voter, malgré les obstacles de taille érigés sur leur chemin. Et ces électeurs ont fait la différence. Dans l'État clé de Géorgie, une grande partie des efforts visant à permettre à la communauté afro-américaine d'exercer son droit de vote a été menée par Stacey Abrams, qui a appris par sa propre expérience comment fonctionne le phénomène de suppression des électeurs, ayant manqué de peu de devenir la première personne noire gouverneure de Géorgie en 2016, à cause des tactiques de dissuasion utilisées à l'encontre de ses électeurs potentiels. Lors des manifestations du mouvement BLM en Géorgie, l'initiative locale « New Georgia Project » s'est activement employée à inscrire les électeurs en personne, et d'autres organisations lui ont emboîté le pas. Ces efforts ont permis d'ajouter 500 000 personnes aux listes électorales géorgiennes, parmi lesquelles 25 % étaient issues de la communauté afro-américaine.



Tay Sixty se produit sur scène lors d'un événement baptisé « Allez aux urnes ! » en Géorgie à Atlanta, le 24 octobre 2020. Photo par Paras Griffin/Getty Images

Les efforts déployés ont porté leurs fruits lorsque la Géorgie est **passée** du camp républicain au camp démocrate pour la première fois en 28 ans, contribuant ainsi à la victoire de Joe Biden à la présidence, et à une forte augmentation de la participation des personnes noires aux élections. D'**autres efforts** ont ensuite été consentis pour inscrire et faire voter des personnes noires en vue de l'élection sénatoriale cruciale de janvier 2021. La participation des électeurs afro-américains n'avait jamais été aussi forte, et a permis de faire basculer les deux sièges républicains du Sénat en faveur de leurs adversaires démocrates et d'obtenir au président Biden une majorité au Sénat. L'un des deux nouveaux sénateurs était Raphael Warnock, qui est devenu non seulement le premier sénateur afro-américain de Géorgie, mais aussi le premier sénateur afro-américain démocrate d'un ancien État confédéré depuis l'époque de la reconstruction après la guerre civile.

Au niveau national, l'organisation **Collective PAC** a recueilli les numéros de téléphones portables des manifestants du mouvement BLM pour leur envoyer des rappels pour s'inscrire sur les listes électorales. Selon les **résultats préliminaires d'un sondage**, environ un cinquième des électeurs américains ont considéré les manifestations pour la justice raciale comme le facteur le plus décisif lors du vote aux élections.

À Saint-Louis, dans le Missouri, les manifestants ont pu voter pour l'une des leurs, et ont donc élu à la Chambre des représentants **Cori Bush**, qui a dirigé les manifestations de 2014 à Ferguson et organisé le mouvement BLM. Lors de certains scrutins locaux organisés au même moment, comme à Los Angeles, les électeurs avaient une raison supplémentaire de se rendre aux urnes, en l'occurrence faire passer une **mesure électorale** proposée par un groupe de près de 200 organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans la justice raciale, baptisée « Re-Imagine LA », qui réaffecterait 10 % des recettes contrôlées à l'échelle locale (soit environ 1 milliard de dollars) pour les communautés de couleur et les alternatives à l'incarcération, aux dépens des forces de l'ordre. Le définancement de la police n'était plus un simple slogan, mais un choix politique fait par des électeurs avertis. D'autres **mesures** visant à accroître la responsabilisation de la police – ne passant pas nécessairement par le définancement, mais plutôt par la création de comités de surveillance civile et de mécanismes similaires – ont été adoptées à San Diego, à San Jose et dans le comté de Sonoma, en Californie ; à Columbus, dans l'Ohio ; à Portland, dans l'Oregon ; à Pittsburgh et Philadelphie, en Pennsylvanie ; à Kyle, au Texas ; et dans le comté de King, à Washington. Dans un grand nombre d'États, la population a également voté en faveur d'une **libéralisation** de la législation en matière de drogues, qui est utilisée de manière **discriminatoire** pour incriminer les personnes noires. En fait, partout où les électeurs avaient le choix entre la légalisation ou la dépénalisation des drogues, ils ont résolument voté en leur faveur.



Des militants se rassemblent le lendemain de l'élection américaine pour demander que leurs votes soient comptabilisés. Photo par Chris McGrath/Getty Images

Pour faire face aux efforts visant à supprimer des électeurs, des initiatives ont été prises pour accroître au maximum la participation des électeurs. Comme attendu, la participation électorale a atteint des niveaux sans précédent. Selon les premières estimations, la participation des jeunes à ce cycle électoral était encore plus élevée qu'en 1971 (année au cours de laquelle l'âge de voter a été abaissé à 18 ans), et le nombre d'électeurs admissibles potentiels a soudainement augmenté. Nous ne pouvons tout simplement pas tolérer le niveau d'apathie électorale que nous avons connu dans le passé.

Il faut également prendre en compte que certains citoyens n'exercent pas leur droit de vote. En effet, environ 43 % des électeurs admissibles n'ont pas voté en 2016. Selon les estimations les plus récentes, environ 34 % des électeurs éligibles, soit environ un sur trois, n'ont pas voté en 2020. Comment maintenir ce nouveau taux de participation record, voire l'améliorer, alors que le fascisme n'est plus une option de vote ?

Pour l'avenir, la question est de savoir comment maintenir cette dynamique autour des élections. Les militants attendront de la nouvelle administration qu'elle prenne des mesures pour faire reculer les lois de suppression d'électeurs. Ils s'attendent également à ce que les nouveaux représentants qu'ils ont contribué à élire tiennent leurs promesses de changement.

LA LUTTE MONDIALE

SOLIDARITÉ ET LUTTE À TRAVERS LE MONDE

Sur tous les continents, des personnes se sont rassemblées pour exprimer leur solidarité avec les manifestants américains. Elles ont souvent manifesté devant les ambassades américaines, et beaucoup ont porté des pancartes et des bannières à l'effigie de George Floyd.

En exprimant leur solidarité envers la communauté afro-américaine, les manifestants ont mis en évidence les problèmes urgents de racisme structurel et d'injustice raciale auxquels ils doivent eux-mêmes faire face dans leur propre société. Des vagues de protestation se sont multipliées tout au long de l'année en réponse à chaque nouvel acte de violence raciste de la part des forces de sécurité et à d'autres cas de racisme. À l'instar des grandes **mobilisations pour la justice climatique** ⁷ de 2019, beaucoup de participants étaient des jeunes, motivés à prendre part pour la première fois aux manifestations par leur prise de conscience croissante d'une situation claire d'injustice immense.

Un nouvel élan et un nouveau soutien ont été apportés aux luttes de longue date pour la justice raciale. Des revendications plus ambitieuses avaient été formulées, avec le sentiment qu'un seuil avait été franchi et qu'un débat qui avait longtemps été étouffé était devenu possible. Le peuple a profité du fait que, pour une fois, les yeux du monde entier étaient rivés sur les questions liées au racisme. Indubitablement, ces grandes manifestations ont réussi à attirer l'attention du monde entier uniquement parce qu'elles se sont déroulées aux États-Unis, plutôt que dans un pays du Sud ; auquel cas leur retentissement aurait été moindre. Toutefois, le peuple y a vu une excellente occasion de recentrer l'attention sur ses propres revendications, de relancer ses luttes et de leur donner un nouveau souffle, et d'établir des liens avec d'autres campagnes en cours pour la justice.

Les manifestations abordaient presque toujours la question de la violence policière comme la manifestation la plus évidente du racisme, le peuple réclamant justice non seulement pour George Floyd, mais aussi pour les personnes de leur propre communauté tuées par la police. Et comme aux États-Unis, les manifestants ont souvent été confrontés à la répression étatique et à la violence policière.

Partout dans le monde, les peuples ont également dû rejeter les réponses du gouvernement, formulées à maintes reprises, qui essayaient de faire croire que le racisme était un problème qui ne concernait que les États-Unis, et non pas les autres pays ; et qui considéraient les mobilisations contre le racisme domestique comme une tentative malvenue et inappropriée d'importer sur leur propre sol le problème d'un autre pays. Dans le monde entier, les manifestants ont insisté sur le fait que les États-Unis ne sont pas un cas à part, qu'il existe partout des institutions, des pratiques et des attitudes qui intègrent le racisme structurel et la suprématie blanche, et que ces fléaux ont été trop longtemps ignorés. Partout, le combat prioritaire à mener consistait à essayer d'être entendu et reconnu, et à faire admettre l'existence du problème.

RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

Au début de l'année 2021, le mouvement BLM a été **nominé** ⁷ pour le prix Nobel de la paix. Le législateur norvégien qui a proposé ce mouvement comme candidat a justifié son choix en évoquant sa « formidable réussite en matière de sensibilisation et de prise de conscience de l'injustice raciale dans le monde », obligeant ainsi tous les pays, en dehors des États-Unis, à lutter contre le racisme au sein de leurs propres sociétés. Il a également souligné que le mouvement BLM avait « été capable de mobiliser des personnes de tous les groupes de la société, pas seulement des Afro-américains, ou des personnes opprimées ; [et qu'] il s'agissait d'un vaste mouvement, différents des précédents ».

Les manifestations ont trouvé un écho notamment en Afrique de l'Ouest, l'un des principaux lieux d'où sont originaires les personnes amenées aux Amériques en tant qu'esclaves. Les manifestants ont clairement établi le lien entre l'esclavage, le colonialisme et l'injustice raciale systémique actuelle, en insistant sur le fait que le colonialisme n'était pas simplement un phénomène du passé. Au **Sénégal** ⁷, une manifestation hautement symbolique s'est tenue au Mémorial Gorée-Almadies de la traite transatlantique des esclaves.

Mais ailleurs, malgré ce triste héritage, les autorités ont tenté de mettre un terme aux manifestations. À Accra, capitale du **Ghana**, des **agents de sécurité ont avorté l'organisation** d'une petite veillée en l'honneur du mouvement BLM en

juin, sous prétexte que l'événement n'avait pas été autorisé. Les organisateurs ont contesté cette décision en soulignant qu'ils avaient fourni du désinfectant pour les mains et des masques aux participants. En **Gambie** ↗, la colère a été alimentée par un épisode de violence policière américaine qui a touché de près le pays, lorsque **Momodou Lamin Sisay** ↗, citoyen gambien et résident américain, a été tué par balles par la police à Snellville, en Géorgie, quelques jours seulement après l'assassinat de George Floyd. Cependant, une manifestation pour protester contre son assassinat, prévue le 8 juin, a été interdite en raison des règles relatives à la pandémie ; les militants ont remis une pétition à l'ambassade américaine demandant une enquête sur ce meurtre. Les autorités ont fini par autoriser une manifestation devant l'ambassade américaine plus tard dans le courant du mois de juin. Mais le militant Madi Jobarteh a été convoqué pour être interrogé après avoir comparé, lors d'un entretien, l'impunité aux États-Unis avec l'incapacité du gouvernement gambien à enquêter sur le meurtre de citoyens gambiens par la police nationale. Ces événements, comme d'autres, suggèrent que les manifestations étaient éventuellement tolérées lorsqu'elles étaient en lien avec



Des Sud-Africains manifestent en solidarité avec BLM devant l'ambassade des États-Unis à Pretoria le 8 juin 2020. Photo par Laird Forbes/Gallo Images via Getty Images

les États-Unis, mais qu'elles pouvaient devenir plus controversées et contestées lorsqu'elles attiraient l'attention sur les questions de brutalité de la part de la police et d'inégalités dans d'autres pays.

Bien entendu, les manifestations ont également trouvé écho en **Afrique du Sud** ↗, un pays marqué par l'héritage du régime raciste de l'apartheid, qui se traduit aujourd'hui par le déni des droits et l'absence d'opportunités, dans un contexte de grandes inégalités. Près de trois décennies après la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud est un pays dont la population est majoritairement noire, mais où les richesses sont toujours concentrées de manière disproportionnée entre les mains d'un petit nombre de Blancs. Les manifestants ont exprimé leur détermination à faire partie d'un mouvement anti-impérialiste mondial. Ils ont cherché à mettre l'accent sur l'héritage de la violence policière sous l'apartheid, qui transparaît dans les pratiques actuelles en matière de police.

Une manifestation en faveur du mouvement BLM s'est tenue devant le bâtiment du Parlement au Cap le 3 juin, à la fois en signe de solidarité et en hommage aux victimes locales de violences policières et de racisme systémique, parmi lesquelles Collins Khosa, un Sud-Africain mort en avril après avoir été roué de coups par des soldats chargés de faire respecter les restrictions liées à la pandémie. En juin, il a été signalé que **11 personnes** ↗ avaient été tuées par la police dans le cadre de l'application des restrictions liées à la pandémie, ce qui représente l'un des plus grands nombres de victimes au monde. Tous les morts étaient des hommes de couleur. Les citoyens ont également constaté qu'en 2020, les policiers contrôlaient les manifestations majoritairement composées de personnes noires en faisant un usage excessif de la force, tandis qu'elles adoptaient une attitude plus **passive** ↗ lors des manifestations composées en majorité de Blancs.

La police sud-africaine sous l'apartheid était violente. Pour bon nombre de personnes noires, la police, par son mode de fonctionnement, reste une autorité, et non un service aux citoyens. Bien que l'Afrique du Sud ait hérité d'un régime démocratique, le système de police sud-africain défend uniquement la suprématie des Blancs et travaille en respectant les prescriptions établies par l'apartheid. Les personnes noires sont ouvertement victimes de préjugés. Lorsque les Blancs protestaient parce qu'ils voulaient pouvoir aller à la plage, la police leur souriait et discutaient avec eux. Mais lorsque des personnes noires qui se font expulser quotidiennement osent

protester, la réaction de la police est tout autre. Pendant les périodes de confinement de la pandémie, de nombreuses personnes ont été expulsées et ont essuyé des tirs de la police.

Comme en témoigne le **massacre de Marikana**, au cours duquel des dizaines de mineurs protestataires ont été tués par la police, les personnes noires qui se battent pour leurs droits en Afrique du Sud sont accueillies par les armes. Voici autant d'exemples qui montrent que le système défend. Ce dernier est conçu pour protéger les droits de propriété.

Axolile Notywala, militant sud-africain.

En dehors des États-Unis, le reste de l'Amérique a été secoué par les manifestations. Des dizaines de milliers de personnes ont pris part à des manifestations dans tout le **Canada**, au cours desquelles elles ont exprimé leur colère face à la brutalité de la police canadienne et à la violence étatique, notamment à l'égard des peuples autochtones, qui ont reçu une attention particulière lors des manifestations ; et ont exigé une réforme de la police et des prisons. Lors d'une veillée dans la ville de **Calgary**, les noms des personnes tuées par la police au Canada et aux États-Unis ont été lus à haute voix. Dans la province de Québec, les citoyens ont protesté après que leur premier ministre a déclaré que le racisme n'est pas un problème majeur ; ce qui semble nier les épisodes de racisme endurés par de nombreux Québécois.

Le hashtag #JusticeForRegis s'est propagé, demandant des comptes pour la mort de Regis Korchinski-Paquet, une femme de couleur qui a mortellement chuté d'un appartement du 24ème étage à Toronto en mai, en présence de la police. Sa famille a rejeté les conclusions de l'enquête selon lesquelles la police n'avait pas été impliquée dans sa mort ni fait preuve de racisme à son égard. Prouvant que l'union fait la force, une manifestation de la communauté LGBTI a eu lieu à **Toronto** pour demander une réduction du financement de la police, rassemblant ainsi divers groupes ayant déjà dû faire face à la répression policière, notamment des militants des droits des transgenres et des droits des peuples autochtones.

Au cours de l'année au Canada, de nombreuses autres **manifestations** ont eu lieu pour réclamer la justice pour les personnes exclues pour des raisons raciales : en juin, des personnes ont **protesté** contre le taux de suicide élevé et croissant parmi les peuples des Premières nations et ont demandé une meilleure prise en charge des problèmes de santé mentale. En août, les citoyens ont célébré le **Jour**

de l'émancipation, qui commémore le début de l'abolition de l'esclavage ; et ont demandé qu'il devienne un jour férié dans tout le pays. Le 1er juillet, lors des manifestations à l'occasion de la **Fête du Canada**, la population a dénoncé l'injustice à l'égard des peuples des Premières nations, qui ont été réprimés depuis la colonisation du Canada. En août, les travailleurs migrants ont notamment **protesté** contre leur manque de reconnaissance et leur non-inclusion dans



Des manifestants se mobilisent le 12 juin 2020 à Pretoria, en Afrique du Sud, pour demander justice pour George Floyd, Collins Khosa et toutes les victimes de meurtres raciaux. Photo par Frennie Shivambu/Gallo Images via Getty Images

les mesures de soutien dans le cadre de la pandémie (pour en savoir plus sur les manifestations des migrants dans le monde en 2020, voir le chapitre de ce rapport consacré à la lutte contre l'exclusion). En septembre, des universitaires et des étudiants de plusieurs universités sont sortis des salles de classe dans le cadre d'une **grève des universitaires** 7 contre le racisme et la violence policière, proposant à la place des cours en ligne sur la brutalité et la violence. Des manifestations ont été **organisées** 7 en octobre pour soutenir les **pêcheurs** 7 des Premières nations menacés par les géants de la pêche industrielle ; et contre le racisme institutionnel dans le système de santé à la suite du décès d'une femme autochtone, **Joyce Echaquan** 7, qui avait été victime d'insultes raciales alors même qu'elle demandait l'aide du personnel hospitalier.

Les manifestations canadiennes ont également été accueillies par le même type de répression policière observé aux États-Unis. En novembre, la police a **effectué une descente** 7 dans un campement de protestation à Ottawa où les participants réclamaient le respect des droits des personnes noires et des indigènes, arrêtant 12 personnes le jour où les manifestants devaient rencontrer des représentants de la police pour discuter de leurs préoccupations. Les manifestants ont accusé la police d'avoir agi de mauvaise foi. En décembre, la police a **retiré** 7 les tentes occupées par les manifestants lors d'une manifestation en faveur du définancement de la police devant l'hôtel de ville de Hamilton.

Dans de nombreux pays d'Amérique latine également, les citoyens ont dû faire face à tant de cas de racisme dans leur propre pays qu'ils sont descendus dans la rue pour protester ; ces protestations ont souvent été réprimées par la police. Ce fut le cas au Brésil, où la population noire est systématiquement exclue depuis de longue date. Comme aux États-Unis, les manifestants brésiliens ont **fait le lien** 7 entre l'incapacité du président Trump et du populiste de droite Jair Bolsonaro à faire face à la pandémie, et son incidence démesurée sur la vie des personnes noires. Comme on pouvait s'y attendre, l'appareil répressif d'État du Brésil a réagi aux événements avec violence. Une **manifestation** 7 pacifique contre le racisme à Rio de Janeiro dénonçant les violations des droits humains commises par la police dans des campements informels a été accueillie par des gaz lacrymogènes. Par la suite, des personnes ont été arrêtées alors que les manifestations contre le racisme et pour la démocratie s'étendaient à au moins 13 villes.

En novembre, **une nouvelle vague de manifestations** 7 a été déclenchée par l'assassinat d'une personne noire, Beto Freitas, par des agents de sécurité privés

travaillant pour une succursale du supermarché Carrefour dans la ville de Porto Alegre. Des séquences vidéo de ce passage à tabac fatal, qui a eu lieu juste avant la Journée de sensibilisation aux problèmes des personnes noires au Brésil, ont été largement diffusées. La colère des citoyens a été alimentée par une déclaration du vice-président brésilien selon laquelle cet homicide n'avait rien à voir avec le racisme, car, d'après ses propres termes, « il n'y a pas de racisme au Brésil ; c'est quelque chose qu'ils essaient d'importer d'ailleurs ». Des manifestations ont eu lieu devant le supermarché lieu du crime, et des milliers de personnes ont défilé à Brasilia, Rio de Janeiro et São Paulo, entre autres. À Porto Alegre, alors que les manifestants insistaient sur le fait que le racisme était une réalité, tout en scandant Black Lives Matter, les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes. Alors que l'enseigne Carrefour a déclaré qu'elle mettrait fin à son contrat avec les entreprises de sécurité privées, les manifestants ont souligné que les Brésiliens de couleur étaient victimes au quotidien de racisme et de violence.



Une manifestant tient une pancarte sur laquelle on peut lire « Black Lives Matter » en portugais, le 5 juin 2020 à São Gonçalo, au Brésil. Photo par Buda Mendes/Getty Images.

LES VIES NOIRES COMPTENT AU BRÉSIL

Sheila De Carvalho,⁷ de la Coalition noire pour les droits (« *Coalizão Negra Por Direitos* »), fait remarquer que, à l'instar des États-Unis, où le racisme était déjà un problème avant et après le départ du président Trump ; le problème de la violence raciale au Brésil s'est peut-être intensifié avec la montée de l'extrême droite sous le président Bolsonaro, mais il reflète les fondements du racisme systémique, qui sont profondément et durablement ancrés dans la société, comme nous allons le voir dans les prochains paragraphes.

Le Brésil compte 57 % de personnes noires, dont la plupart vivent dans la pauvreté. Nous, la communauté noire, représentons environ 80 % des personnes tuées par la police, et nous sommes surreprésentées dans les prisons. Et maintenant, nous devons de surcroît faire face à la pandémie, qui soulève de nombreuses préoccupations sur le plan économique. Nous devons de nouveau faire face à la famine, qui touche principalement la population noire.

Mais au Brésil, il semble y avoir une espèce d'indifférence à l'égard de ces questions. Les cas de violence qui ont fait la une de la presse internationale, comme celui de Michael Brown, de George Floyd et de Breonna Taylor, ont trouvé écho ici au Brésil. Toutefois, lorsque des événements similaires se produisent sur le sol brésilien, ceux-ci sont accueillis avec une grande indifférence. Les cas de violence au Brésil concernent parfois des enfants qui se font tuer par la police, ou, pire encore, par les forces paramilitaires.

Cette disparité, qui s'explique par le fait que le lien reliant les actes racistes commis à l'étranger et ceux commis au Brésil n'est pas reconnu, signifie qu'il convient de monopoliser l'attention de la communauté internationale afin que bon nombre de Brésiliens admettent que le racisme existe dans leur pays. Même des meurtres très médiatisés comme celui de Marielle Franco, militante féministe noire et membre du conseil de Rio de Janeiro, assassinée en mars 2018 par des paramilitaires, passeraient inaperçus s'ils ne bénéficiaient pas de l'attention de la communauté internationale. Ainsi, les institutions internationales et la société civile devraient continuellement se préoccuper de la violence raciste au Brésil et exiger que les responsables répondent de leurs actes.

Vous avez tous entendu parler de Marielle Franco. Si la communauté internationale n'avait pas médiatisé son meurtre, elle serait depuis longtemps tombée dans l'oubli. Il y aura depuis bientôt 3 ans que nous attendons toujours de savoir qui l'a tuée. Toutefois, nous pouvons compter sur la communauté internationale pour ne pas oublier cette date et continuer à insister sur l'élaboration de politiques visant à protéger d'autres représentants de la communauté noire, qui sont exposés à des risques similaires.

La communauté internationale est le seul espace nous permettant de nous préoccuper de ce type de questions. Nous nous efforçons donc de créer des liens entre les mouvements et les organisations à l'échelle internationale, et nous appuyer autant que possible sur le système international des droits humains. Nous pensons qu'il est important de sensibiliser l'opinion publique mondiale autour de ces questions.

Il est important de créer ces liens, étant donné que nous devons faire face aux mêmes types de problèmes et que nous souffrons tous des effets du racisme structurel dans nos pays. Nous devons dénoncer le génocide des personnes noires, qui n'est pas seulement un problème au Brésil ou aux États-Unis, mais dans le monde entier.

L'approche adoptée par la Coalition noire pour les droits est double : elle se concentre sur une action simultanée aux niveaux local et mondial, soutenue par un meilleur réseautage entre diverses interventions. Comme dans plusieurs autres pays, y compris aux États-Unis, une étape importante de ce travail consistera à faire admettre à la population brésilienne blanche l'existence d'un problème de racisme et à l'encourager à en parler.

Nous essayons de créer des communautés et des réseaux. Nous essayons de nous organiser dans un contexte particulièrement rétrograde, car nous avons au Brésil notre propre Trump, à savoir Jair Bolsonaro, un président raciste, qui, non content de vouloir faire tuer des personnes noires, en parle aussi très ouvertement. Des mouvements et des organisations en faveur de la cause de la communauté noire qui n'ont pas si bien coopéré dans le passé se regroupent maintenant pour agir sur le plan politique et prendre soin de notre communauté, car le gouvernement affiche un désintérêt total pour ces questions. Nous sommes, de toute évidence, livrés à nous-mêmes.

Nous organisons des systèmes de soutien à nos communautés pour œuvrer en faveur de politiques publiques susceptibles de s'attaquer aux grands problèmes de notre société, en l'occurrence, la violence institutionnelle et policière et le taux élevé d'emprisonnement, mais aussi la faim, la pauvreté et le manque d'accès aux services de santé. En effet, la communauté noire ne souffre pas seulement des répercussions économiques entraînées par la pandémie, elle paie également un lourd tribut en vies humaines avec un taux record de décès causés par la COVID-19. Le Brésil est juste derrière les États-Unis en ce qui concerne le nombre de décès dus à la COVID-19, et la plupart des victimes sont des personnes noires.

Jair Bolsonaro représente une période difficile de notre histoire, mais elle apporte également des améliorations dans certains domaines de la société. Afin de consolider les

acquis, il conviendrait notamment de dénoncer le racisme et les autres problèmes et de fonder une alliance avec les personnes blanches et les médias qui appartiennent à la communauté blanche pour intensifier le dialogue avec des interlocuteurs d'horizons différents, au lieu de le limiter à notre communauté.

Bien sûr, ces acquis sont le résultat de toutes les luttes que les mouvements en faveur de la communauté noire ont menées tout au long de l'histoire. Grâce à ces efforts, les personnes noires sont désormais présentes dans certains espaces, il existe une classe moyenne noire, et elles occupent des postes au Congrès, dans le système judiciaire et les entreprises privées. Pas en grand nombre, certes, mais nous y sommes présentes, et ces avancées peuvent étendre la lutte contre le racisme dans d'autres espaces. Nous mobilisons nos ressources pour mener ce genre d'action politique, car en tant qu'organisations œuvrant pour défendre notre cause, nous ne recevons pas beaucoup de fonds. Nous portons la question de la situation de la communauté noire à l'attention des Nations Unies (ONU) et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Nous évoquons nous-mêmes les problèmes que rencontrent notre communauté, sans passer par des tiers. Ces initiatives personnelles devraient changer le statu quo.



Lors d'une manifestation du BLM au Brésil, un manifestant tient un panneau sur lequel on lit « En 2019, 80 % des personnes tuées par la police étaient noires ». Photo par Buda Mendes/Getty Images

Les interventions policières violentes visant à faire respecter les restrictions liées à la pandémie ont été problématiques en **Colombie** ⁷, où les manifestants ont réclamé justice pour Anderson Arboleda, un Afro-colombien mort après avoir été roué de coups à maintes reprises par la police pour ne pas avoir respecté la quarantaine en mai. D'autres manifestations ont été organisées en septembre pour protester contre les violences policières, en l'occurrence celles commises contre un homme blanc, Javier Ordóñez, qui est mort après avoir été brutalement arrêté. Cette violence policière s'est largement de nouveau manifestée lors des manifestations qui ont suivi le meurtre, la police ayant utilisé des gaz lacrymogènes, des armes à feu et des grenades moins létales contre les manifestants. Au moins **13 personnes** ⁷ seraient mortes lors de ces manifestations, même si le maire de Bogota, capitale colombienne, a déclaré que la police avait reçu l'ordre de ne pas utiliser d'armes à feu. Une fois de plus, les manifestants ont dû, entre autres, essayer de faire admettre l'existence d'un problème de racisme dans leur pays.

Lorsque l'affaire George Floyd a éclaté aux États-Unis, une autre affaire très similaire s'est produite en Colombie. Toutefois, si la première a suscité beaucoup d'indignation parmi les Colombiens, il n'en va pas de même pour la seconde, à savoir le meurtre par la police d'Anderson Arboleda. En Colombie, le racisme est considéré comme un phénomène qui se produit ailleurs, et non au sein du pays. Si la communauté non afro-colombienne ne veut pas reconnaître qu'il y a du racisme en Colombie, le problème persistera.

Trois éléments sont nécessaires. Premièrement, il faut sensibiliser aussi bien les Afro-colombiens que le reste de la population à la question du racisme, afin qu'ils comprennent de quoi il s'agit et qu'ils prennent conscience que ce problème existe réellement. Deuxièmement, il convient de développer des réseaux internationaux pour donner de la visibilité à ce qui se passe en Colombie. Troisièmement, il faut créer des outils audio-visuels, culturels et artistiques pour sensibiliser l'opinion publique à l'échelle locale et mondiale. En outre, nous devons engager davantage de discussions, et les porter au-delà des salles de classe pour qu'elles se tiennent jusque dans les rues, non seulement en organisant des marches, mais en mettant également en scène des spectacles culturels et artistiques pour sensibiliser les citoyens à la question du racisme, aux manifestations et aux manières de venir à bout de ce fléau.

David Murillo ⁷, DeJusticia ⁷, Colombie

Une manifestation prévue à **Cuba** ↗ en juin, après l'assassinat par la police de Hansel Ernesto Hernández Galiano, une personne noire, a été réprimée ; de nombreuses personnes qui avaient prévu de protester ayant été détenues à leur domicile et privées d'accès à Internet. Cuba constitue un cas extrême, dans la mesure où le gouvernement insiste sur le fait que le racisme, héritage de sa révolution, n'existe plus. La répression politique s'exerce donc contre les manifestations qui montrent clairement que le problème du racisme est toujours d'actualité et que l'attitude du parti au pouvoir est l'une des raisons pour lesquelles il n'est toujours pas reconnu, ni résolu.

À la Barbade également, les gens ont défilé à la fois en solidarité avec les manifestants aux États-Unis, et contre le **racisme systémique** ↗ dont les habitants de couleur continuent de faire l'objet. Les Barbadiens noirs ont attiré l'attention sur les obstacles qui empêchent un grand nombre d'entre eux d'accéder à l'éducation, aux soins de santé et aux services de mobilité ; et sur le privilège racial dont les

Barbadiens blancs continuent de jouir, 55 ans après l'indépendance, et qui reste toujours non reconnu.

En République dominicaine, les citoyens se sont également mobilisés à la fois par solidarité avec les Afro-américains, et pour attirer l'attention sur leurs problèmes de racisme dans leur propre pays. Dans ce pays, qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti, les personnes d'origine haïtienne subissent une discrimination profondément ancrée dans la société et systématique, et les changements constitutionnels survenus en 2010 ont réussi à priver des générations de personnes d'origine haïtienne de leur citoyenneté dominicaine. Le 9 juin, le réseau Reconoci.do, qui défend les droits humains et promeut l'intégration effective des Dominicains d'origine haïtienne dans la société dominicaine, s'est **mobilisé** ↗ lors d'un événement en mémoire de George Floyd, mais a dû faire face à une réaction virulente et à des policiers qui ont pris le parti des personnes tentant d'arrêter les participants à l'événement.



Un homme montre son T-shirt avec un slogan dénonçant le « génocide statistique des Afro-colombiens » lors d'une manifestation contre la violence policière le 3 juin 2020 à Bogota, en Colombie. Photo par Diego Cuevas/Vizzor Image/Getty Images

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LA VIE DES HAÏTIENS COMPTE

Les Haïtiens, et toute personne noire supposée haïtienne, sont confrontés au racisme au quotidien, comme l'explique [Elena Lorac](#) de [Reconoci.do](#) :

Les difficultés d'obtention de la nationalité dominicaine ne concernaient que les personnes dont les parents ou les grands-parents étaient originaires d'Haïti ; il ne s'agit donc pas d'un problème généralisé pour les étrangers. Ces difficultés sont le reflet du racisme structurel, car ce sont les Dominicains d'origine haïtienne, ou ceux perçus comme tels en raison de leur couleur de peau, qui souffrent de cette violation des droits humains. La CIDH a reconnu cette discrimination lorsqu'elle a [confirmé](#), après s'être rendue en République dominicaine, qu'elle n'avait reçu aucune plainte de descendant d'étrangers non haïtiens relatives à des problèmes de reconnaissance de nationalité, d'inscription au registre d'état civil, ou de délivrance des documents d'identité.

En République dominicaine, on croit que toute personne noire est haïtienne. Si une personne est noire et qu'elle a les cheveux crépus, elle se fait constamment interroger même si elle a une pièce d'identité. Et si elle ne peut pas présenter de documents d'identité, elle peut être expulsée car l'on considère automatiquement qu'elle est haïtienne. Il y a eu des cas de Dominicains noirs déportés en raison de la couleur de leur peau. Les Dominicaines d'origine haïtienne qui n'ont pas de pièces d'identité et qui se rendent à l'hôpital pour accoucher sont traitées comme des étrangères, ce qui entretient le mythe selon lequel les femmes haïtiennes occupent tous les lits de nos hôpitaux, alors que la majorité d'entre elles ne sont pas des Haïtiennes, mais des Dominicaines noires d'origine haïtienne. Il y a clairement un problème de racisme systémique, soutenu par l'État, et non reconnu.

L'exclusion systématique qui en découle a aggravé les conséquences de la pandémie, notamment pour les personnes d'origine haïtienne.

Le fait que ces personnes soient privées d'un droit aussi fondamental que la reconnaissance de leur nationalité occasionne d'autres grosses difficultés pour exercer d'autres droits fondamentaux, tels que l'accès aux services de santé et à l'assistance sociale. La pandémie a exacerbé les difficultés rencontrées par ces populations vulnérables, qui sont confinées dans des bateyes, c'est-à-dire des bidonvilles autour des champs de canne à sucre, où il n'y a ni production de sucre, ni de travail. Beaucoup des jeunes qui y vivent sont des chiriperos, autrement dit des travailleurs occasionnels, employés jour après jour dans des secteurs qui recrutent encore tant bien que mal. La pandémie leur a tout enlevé. Ils n'ont aucun accès aux programmes d'assistance sociale visant à atténuer les effets de la pandémie, car ils ne possèdent pas de pièce d'identité et ne sont pas inscrits dans les registres de la population.

Cette expérience répétée du racisme a fait que lorsque les manifestations ont éclaté aux États-Unis, elles ont trouvé écho en République dominicaine, déclenchant une réponse au niveau national.

Nous estimons que nous faisons partie d'un mouvement mondial. On nous a souvent dit que le mouvement Black Lives Matter était né à la suite d'un événement qui avait eu lieu aux États-Unis, et qu'il ne nous concernait donc pas. Cependant, en tant que personnes vulnérables et stigmatisées, nous estimons qu'il s'agit d'un problème qui nous concerne directement, et que nous devons y faire face.

En réponse aux événements survenus aux États-Unis, plusieurs organisations de la société civile se sont réunies pour organiser une commémoration. Il ne s'agissait pas vraiment d'une manifestation, car il y avait des restrictions sur les rassemblements publics dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ; et nous avons respecté la quarantaine. Il ne s'agissait pas non plus exclusivement d'exprimer notre solidarité, car la mort de George Floyd avait déjà trouvé un écho dans notre pays, où nous avons connu des situations similaires d'exactions policières.

En coopération avec d'autres organisations de la société civile, nous avons organisé une activité en l'honneur de George Floyd. Il a été proposé de faire un geste symbolique, grâce à une couronne collective. Le slogan était « une fleur pour Floyd » : chacun doit apporter, lorsqu'il le peut, une fleur, et la placer dans la couronne. En évoquant le décès de George Floyd, nous avons également fait allusion aux violences policières et institutionnelles subies par de nombreuses personnes noires dans notre pays, aussi bien des immigrants que des Dominicains, afin de faire comprendre que nous vivons la même situation.

Comme aux États-Unis, les manifestations ont entraîné une réaction brutale de la part d'entités farouchement opposées à l'exercice des droits de la communauté noire, lesquelles sont très bien organisées. Dans les jours qui ont précédé l'événement, les membres d'un groupe anti-droits ultra-nationaliste, Ancien ordre dominicain (« Antigua Orden Dominicana »), ont utilisé les réseaux sociaux pour demander à leurs partisans de défendre la République dominicaine contre l'« invasion » haïtienne. Les organisateurs des manifestations ont été la [cible](#) de campagnes de diffamation en ligne. Des membres de groupes nationalistes ont attaqué les manifestants, et nous avons assisté à un scénario similaire à celui des États-Unis : il semblait que la police avait pris le parti des défenseurs du racisme, au lieu de contester cette pratique ; et a confisqué le matériel des manifestants, les a menacés et a arrêtés.

Lorsque nous descendons dans les rues pour sensibiliser l'opinion publique sur la question de la nationalité et du racisme, des contre-manifestations sont toujours organisées, sans que la police ne nous protège, si bien que ces groupes finissent en général par s'imposer, nous forçant ainsi à suspendre ou à mettre fin à nos activités. Ce fut le cas pour les activités que nous avons planifiées en l'honneur de George Floyd.

Depuis l'annonce de l'événement « une fleur pour Floyd », plusieurs groupes ultra-nationalistes ont commencé à nous menacer via notre page Facebook. Ils nous ont accusés de vouloir engendrer de la violence et de faire un boycott contre notre pays en important des problèmes qui ne nous concernent pas. L'ampleur des menaces était telle que de nombreuses personnes pensaient que nous n'allions pas pouvoir mener à bien cette activité. Quelques jours avant l'événement, le chef d'un de ces groupes anti-droits, Ancien ordre dominicain, nous a menacés dans une vidéo dans laquelle il déclarait que si nous organisions cette activité, il y aurait un bain de sang, puisqu'elle était censée se dérouler au parc de l'Indépendance, dédié aux Pères de la Nation ; ce qu'ils ne permettraient pas.

L'activité organisée en l'honneur de George Floyd a bien eu lieu le 9 juin, et ces groupes étaient présents. Ce n'était pas la première fois qu'ils mettaient leur menace à exécution : en 2017, dans le cadre d'une activité que nous organisons chaque année, ils se sont également présentés, et nous avons eu affaire aux mêmes types de problèmes.

Le 9 juin, ces groupes ont agressé les militants qui manifestaient à ce moment-là, et lorsque la police est enfin intervenue, leur intervention s'est résumée à arrêter d'autres militants. À chaque fois que nous organisons une manifestation liée à la question de la nationalité et du racisme, l'État intervient pour nous réprimer.

L'État n'a pas cessé de répéter qu'il n'y a pas d'apatrides dans notre pays, ni de racisme ou de xénophobie ; que tous les propos que nous tenons sont mensongers, et que nous sommes payés par des organisations de la société civile internationales pour nuire au pays.



RD: UNA FLOR PARA FLOYD Y CONTRA EL RACISMO
EN SOLIDARIDAD CON LA FAMILIA Y EL PUEBLO AFROAMERICANO
AV. BOLÍVAR ESQ. PALO HINCADO, STO.DGO. FRENTE AL P. INDEPENDENCIA
LUGAR DONDE ESCLAVISTAS COLGARON LA CABEZA DEL CIMARRON LEMBA CALEMBO

Martes 9
junio 2020
Acto 10AM
Flor hasta
6 PM

Photo publiée sur Facebook par Reconoci.do appelant les gens à apporter une fleur pour George Floyd le 9 juin 2020, "toute la journée et jusqu'au couvre-feu".

LE MOUVEMENT BLACK LIVES MATTER DANS LE MONDE

En Europe, l'une des plus grandes mobilisations a eu lieu en France, où, malgré l'interdiction des grands rassemblements, on estime à 20 000 le nombre de personnes qui se sont réunies à Paris en juin, à la mémoire d'Adama Traoré, une personne noire tuée par la police en 2016. Le peuple français a tout de suite fait le parallèle avec le meurtre de George Floyd. Les autorités ont tacitement autorisé les manifestations antiracistes ainsi que celles des professionnels de la santé, malgré l'interdiction. Assa Traoré, la sœur d'Adama, qui joue un rôle primordial dans le mouvement français équivalent au mouvement américain BLM, a souligné que les manifestations n'étaient pas seulement destinées à réclamer justice pour son frère, ou à améliorer les pratiques en matière de police, mais aussi à sensibiliser l'opinion publique au racisme systémique dans un pays où, officiellement, toute

différence entre les races est englobée dans la notion d'identité française, au point qu'il n'y a même pas de statistiques officielles ayant trait aux races. Le fait que le Front national, parti d'extrême-droite français, ait obtenu le vote d'au moins un électeur sur cinq à plusieurs élections, prouve que nous avons à faire à un problème de taille.

En Allemagne, une manifestation rassemblant quelque 15 000 personnes a eu lieu à Berlin. La police a utilisé des gaz lacrymogènes à la suite d'affrontements lorsqu'elle a bloqué l'itinéraire prévu pour la manifestation. Les organisateurs de la manifestation ont signalé que les personnes noires participant à la manifestation avaient été particulièrement la cible d'arrestations, ce qui témoigne d'un problème sous-jacent. Des manifestations ont été organisées dans plusieurs autres villes allemandes, dont Francfort et Hambourg. Environ 15 000 personnes ont manifesté à Copenhague, capitale du Danemark, et des manifestations ont eu lieu dans



En juillet 2020, Assa Traoré donne une conférence de presse à Persan, France, avant une manifestation de BLM à l'occasion du quatrième anniversaire de la mort de son frère. Photo par Kiran Ridley/Getty Images



Les manifestants italiens réclament justice pour Willy Monteiro Duarte, un homme noir de 21 ans tué début septembre 2020 dans la banlieue de Rome. Photo par Stefano Guidi/Getty Images

d'autres villes danoises, ainsi que des flashmobs dans les semaines suivantes. En **Norvège** ↗, des manifestations ont eu lieu pour dénoncer le profilage racial et la violence policière, et environ 12 000 personnes se sont rassemblées dans la capitale, Oslo. Des manifestations de grande ampleur ont également eu lieu en **Croatie** ↗, en **Italie** ↗ et en **Espagne** ↗.

Si, dans certains contextes, l'urgence de la question a incité les gens à mettre de côté leurs inquiétudes quant à une éventuelle exposition au virus ; dans d'autres pays, les manifestants ont pu observer une certaine distanciation. Ce fut le cas en **Lettonie**, ↗ où des jeunes ont organisé une petite manifestation symbolique en respectant les règles de distanciation. En **Finlande** ↗, les habitants se sont quant à eux séparés en petits groupes et ont défilé sous la surveillance de la police pour essayer de respecter les règles de sécurité liées à la pandémie. Cependant, en **Suède** ↗, les tentatives visant à respecter ces règles en limitant les manifestations à 50 personnes ont été vaines, puisque beaucoup plus de personnes que prévu se sont présentées, dont environ 8 000 dans la capitale, Stockholm, ce qui a incité la police à intervenir et à disperser la manifestation.

Dans de nombreux pays, les manifestations ont enfreint les mesures d'urgence prises à la suite de la pandémie, mais les autorités locales ont choisi de ne pas intervenir, en reconnaissance tacite de l'importance de la question et du besoin impérieux de la population de s'exprimer, et afin d'éviter toute confrontation avec les forces de l'ordre qui pourrait alimenter la violence et entraîner de nouvelles violences policières. Comme aux États-Unis, les manifestations ont été encore plus motivées par le fait que les personnes noires aient, plus que les autres communautés, subi les conséquences de la pandémie, et qu'elles aient été la première cible des violences policières.

Aux **Pays-Bas**, ↗ plus de 10 000 personnes ont participé à une manifestation en juin à Amsterdam. Là encore, une manifestation beaucoup plus modeste était prévue : le maire de la ville avait donné son accord pour une manifestation de 300 personnes, mais s'est abstenu d'intervenir lorsqu'il est devenu évident que la manifestation serait beaucoup plus importante, au motif que la question était d'une importance vitale. Sa décision a suscité des critiques de la part des opposants politiques, qui ont estimé que le maire n'appliquait pas les mesures de protection contre la pandémie parce que la manifestation s'accordait avec ses opinions personnelles. Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres villes hollandaises.

En **Belgique** ↗, des manifestations ont été organisées en solidarité avec les manifestations américaines, et contre la violence policière et le profilage racial dans le pays. Un **projet de documentation** ↗ de la société civile mené à bien pendant la pandémie a permis de fournir d'autres preuves que la violence policière est un problème quotidien en Belgique. Il a permis de recueillir de nombreux exemples d'abus de pouvoir de la part de la police pendant la pandémie, souvent perpétrés dans les zones les plus défavorisées où se concentrent les personnes noires et d'autres groupes marginalisés. En effet, plus de la moitié des personnes interrogées déclarent avoir subi des discriminations de la part de la police. Une manifestation organisée en juillet a également révélé un problème majeur de société : un millier d'étudiants bruxellois ont pris position contre l'interdiction du port du voile imposée par une université, sous la bannière **#HijabisFightBack** ↗,



Des manifestants défilent dans le quartier Harajuku-Shibuya de Tokyo, au Japon, pour appeler à l'éradication du racisme le 14 juin 2020. Photo par Takashi Aoyama/Getty Images

faisant valoir que cette interdiction les discriminait à la fois en tant que femmes et en tant que membres d'une minorité religieuse.

Des centaines de personnes ont participé à une manifestation du mouvement BLM à **Taiwan** ↗ en juin, où, en plus d'exprimer leur solidarité avec les Afro-américains, ont dénoncé la discrimination dont sont continuellement victimes les peuples indigènes de Taiwan, qui ont été privés d'une grande partie de leurs terres ancestrales. Ce pays a également été le théâtre d'une manifestation des travailleurs migrants à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs. Les manifestations visaient à dénoncer les conditions de travail et de vie difficiles et les conséquences de la pandémie. Au **Japon** ↗, des milliers de personnes sont descendues dans les rues d'Osaka et de Tokyo en juillet pour protester contre le racisme. En plus de manifester leur solidarité avec les manifestations américaines, les habitants ont protesté contre le racisme, un problème rarement reconnu dans le pays, dont sont pourtant victimes les citoyens japonais **biraciaux** ↗ et les non-japonais résidant au Japon. En raison du vieillissement de la population japonaise, de plus en plus de personnes sont venues d'autres pays pour travailler, mais elles font l'objet de discrimination et peuvent être victimes de violences policières. Le Japon ne dispose toujours pas de lois exhaustives contre la discrimination, et le problème est largement nié. Parmi les cas qui ont provoqué la colère des manifestants, on peut citer le traitement brutal infligé par la police à un homme d'origine kurde en mai.

Dans une Turquie répressive, où les opinions dissidentes ne sont pas les bienvenues, le pays s'est montré intransigeant face aux tentatives de manifestation sur la question, comme on pouvait s'y attendre. En juin, les Turcs ont essayé d'organiser une petite **manifestation** ↗ en solidarité avec les manifestants américains, qui a été dispersée ; et au moins 29 personnes auraient été arrêtées. Au **Sri Lanka** ↗, plus de 50 personnes ont été arrêtées lors d'une manifestation, alors même qu'elles portaient des masques et qu'elles avaient quitté le lieu de départ de la manifestation (devant l'ambassade des États-Unis) pour se rendre dans un endroit plus éloigné. Les manifestants ont violemment été réprimés, et ont été inculpés de plusieurs chefs d'accusation, dont celui d'infraction à la réglementation relative à la pandémie.

En **Papouasie occidentale** ↗, une ancienne colonie hollandaise qui a été annexée par l'Indonésie à la suite d'un référendum controversé est le théâtre d'un mouvement séparatiste grandissant qui cherche à obtenir l'indépendance. Les



Des manifestants remettent une pétition au Parlement de New South Wales en Australie, à Sydney, demandant une enquête sur les décès de personnes autochtones en détention. Photo par Don Arnold/Getty Images

manifestations mondiales ont trouvé un écho chez les Papous qui sont victimes de violences policières et de racisme de la part des groupes dominants de la population indonésienne. Eden Armando Bebari, un étudiant de 19 ans, a été abattu par les forces de sécurité indonésiennes alors qu'il était en train de pêcher dans sa ville natale en avril. Sa mort est complètement passée inaperçue, jusqu'à ce que les manifestations à la suite du meurtre de George Floyd incitent ses amis et ses camarades de classe à agir. Leur hashtag, #PapuanLivesMatter, a recentré l'attention du public sur la discrimination raciale et les violences commises à l'encontre des Papous. Un porte-parole du Front populaire indonésien pour la Papouasie occidentale a déclaré que le mouvement mondial BLM « avait permis aux Indonésiens de mieux prendre conscience du racisme dont les Papous sont victimes ».

Des dizaines de milliers de personnes ont également manifesté en **Nouvelle-Zélande**. ↗ Les manifestants réclamaient entre autres la fin d'une phase expérimentale durant laquelle certains policiers étaient armés, une pratique rare dans le pays ; cette phase de test avait eu lieu dans des quartiers à forte population maorie et dans des îles du Pacifique. Les manifestants ont été

confrontés à des problèmes d'organisation plus importants en **Australie** ↗, où, lors d'une manifestation en faveur du mouvement BLM à Sydney en juillet, six personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles l'un de ses organisateurs. Une cinquantaine d'autres personnes ont reçu l'ordre de se disperser, au motif qu'elles avaient enfreint la réglementation relative à la pandémie. Les organisateurs ont laissé entendre qu'ils étaient **particulièrement visés** ↗, dans un contexte où les rassemblements sociaux, y compris lors d'événements sportifs et dans les centres commerciaux, avaient été autorisés à reprendre. La manifestation a été organisée en collaboration avec la famille de David Dungay, un homme indigène décédé en 2015 alors qu'il était détenu dans une prison de Sydney, après avoir répété les mêmes mots que ceux prononcés par George Floyd : « je ne peux pas respirer ». Les organisateurs de la manifestation ont recueilli plus de 100 000 signatures sur une pétition exigeant que les personnes impliquées dans sa mort soient inculpées.

Compte tenu de l'ampleur et la diversité de la mobilisation mondiale contre le racisme, des contre-manifestations étaient inévitables, comme cela fut le cas aux États-Unis. Au Canada, un rassemblement nationaliste blanc s'est tenu à **Edmonton** ↗ en septembre et a donné lieu à de violentes scènes de confrontation. Un mouvement de contre-manifestation d'extrême-droite, modeste mais influent, s'est également amorcé aux Pays-Bas.

En juin, le Portugal a connu ce qui a été considéré comme sa première **manifestation** ↗ contemporaine d'extrême droite, lorsque plus de 1 000 personnes se sont rassemblées dans la capitale, Lisbonne, portant des pancartes arborant le slogan « le Portugal n'est pas un pays raciste ». Parmi les manifestants se trouvaient des membres du parti politique Chega, créé en 2019, qui est devenu le premier parti populiste et nationaliste de droite à remporter des sièges au Parlement depuis le rétablissement de la démocratie en 1975, et dont le leader a l'habitude de nier l'existence du racisme au Portugal. Lorsque l'une des trois femmes d'origine africaine également élue en 2019 a suggéré que les œuvres d'art pillées soient rendues aux anciennes colonies portugaises, la réaction de Chega a déclenché des discours de haine et des insultes racistes.

Cette mobilisation de l'extrême droite est intervenue en réaction à une série de **manifestations** ↗ beaucoup plus importante du mouvement BLM à Lisbonne et dans d'autres grandes villes, qui ont fait descendre des milliers de personnes dans la rue au début du mois de juin. La police a alors choisi de ne pas intervenir, ce qui est peut-être surprenant compte tenu des **expériences** ↗ précédentes de violence

policière à l'égard des manifestations dirigées par des personnes noires. Une **manifestation** ↗ antérieure en février, lors de laquelle les citoyens ont protesté contre les mauvais traitements infligés par la police aux groupes marginalisés, et contre le racisme et l'inaction du gouvernement, prouve également que l'appel au changement au Portugal a pris de l'ampleur. Cette manifestation faisait suite à l'arrestation violente d'une personne noire, Cláudia Simões, pour ne pas présenter sa carte de transport dans un bus, ce qui constitue un délit mineur. Elle s'est retrouvée couverte d'ecchymoses et a déclaré avoir été victime de violences raciales de la part de policiers.

Malgré le démenti des contre-manifestants, l'expérience de Cláudia Simões et la **recrudescence** ↗ des menaces et des violences racistes d'extrême droite en 2020 prouvent que le racisme est un problème au Portugal, même s'il est souvent nié. Il en va de même dans de nombreux pays où le peuple a été amené à se mobiliser en 2020 pour insister sur la pertinence et l'urgence de l'appel Black Lives Matter non seulement aux États-Unis, mais également dans leur propre société.



Des manifestants réclament justice pour l'acteur noir assassiné Bruno Candé, le 31 juillet 2020 à Lisbonne, au Portugal. Photo par Horacio Villalobos/Corbis via Getty Images

LE MOUVEMENT DALIT LIVES MATTER EN INDE

En Inde, le cri de ralliement #BlackLivesMatter a rapidement été transformé en #DalitLivesMatter. Ce faisant, les partisans du mouvement ont dénoncé l'hypocrisie des citoyens indiens, y compris des célébrités et des personnes d'influence, qui déplorent le racisme américain et expriment leur soutien aux manifestations en faveur du mouvement BLM, en faisant fi du racisme quotidien et profondément ancré dans leur pays. L'une des manifestations les plus sordides de ce racisme est la violence perpétrée contre les Dalits, un terme général désignant des communautés estimées à 200 millions de personnes, qui se trouvent au bas de l'échelle du système de castes hindoues, et qui ont enregistré des **centaines** de meurtres au cours des deux dernières années seulement.

Pour les partisans du mouvement #DalitLivesMatter, le parallèle est évident : la violence à l'encontre des Dalits, tout comme la violence que subissent les Afro-américains, est générée par des causes systémiques profondes. Dans un contexte inégalitaire de longue date, l'exercice de la violence, y compris la violence policière, par ceux qui sont placés plus haut sur l'échelle sociale envers ceux qui sont désignés comme inférieurs de naissance, est normalisé. Malgré les changements constitutionnels et juridiques, la vie des Dalits continue trop souvent à être considérée comme n'ayant aucune valeur.

Cette mentalité est si ancrée dans la société indienne, qu'il n'est pas surprenant que des personnes aient nié la légitimité du mouvement #DalitLivesMatter, alors qu'ils exprimaient leur soutien au mouvement BLM. Les citoyens ont affirmé que la violence contre les Dalits était causée par des facteurs autres que la caste, avec des arguments similaires à ceux qui ont avancés aux États-Unis, selon lesquels la violence que subissent les personnes noires n'a rien à voir avec la race. Pourtant, la violence est bien réelle en Inde, en particulier pour les **femmes dalits**, pour qui les exclusions fondées sur le patriarcat et la caste se croisent (voir le chapitre de ce rapport sur la contestation de l'exclusion). Cette violence était difficile à nier en octobre dernier, après le **viol collectif et le meurtre** d'une femme dalit de 20 ans à Hathras, dans l'Uttar Pradesh. Ces actes atroces et la crémation du corps de la victime, sur ordre des autorités, ont révolté des millions de personnes dans tout le pays.

Alors que les citoyens se mobilisaient pour protester, les autorités locales de Hathras ont fait du déni quotidien une politique active, déclarant que l'indignation suscitée par le meurtre de la jeune fille était une « conspiration internationale », imposant une zone de confinement soi-disant en raison de la pandémie de COVID-19, et déployant des centaines de policiers pour empêcher les manifestants d'entrer dans le centre-ville.

Depuis que les Dalits se sont organisés pour défendre leurs droits, ils ont systématiquement été écartés des débats par l'État indien, à tous les niveaux. Le meilleur exemple en est le **Réseau**

international de solidarité avec les Dalits (IDSN, pour son acronyme en anglais), une coalition de groupes internationaux de défense des droits humains, d'agences de développement, de réseaux nationaux de solidarité avec les Dalits d'Europe et de plateformes nationales dans les pays adoptant des systèmes de castes ; qui reste à l'écart des débats tenus à l'échelle mondiale, car il n'a pas encore obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), qui permet aux organisations de la société civile de prendre part au processus des Nations unies. Depuis que l'IDSN a demandé le statut auprès de l'ECOSOC en 2007, l'État indien a contourné les règles du Comité des organisations non gouvernementales de l'ECOSOC pour **bloquer** sa demande d'accréditation, en la questionnant sans cesse, en demandant des informations et des délais supplémentaires.

Les efforts considérables déployés par l'État indien pour réduire au silence l'IDSN et d'autres organisations et militants soucieux de faire en sorte que la vie des Dalits compte donnent une bonne indication de l'ampleur du problème qu'il tente de dissimuler. Les militants savent que la lutte qu'ils mènent sera longue. Comme l'a dit un **étudiant** manifestant, « c'est une lutte qui prendra des années ».



Manifestation à New Delhi, en Inde, après le viol et le meurtre d'une femme Dalit en octobre 2020. Photo par Hindustan Times via Getty Images

SOYEZ MON TÉMOIN : SUDHA BHARADWAJ, INDE

Imaginez que vous soyez en prison. Le « crime » ? Celui de s'exprimer et de défendre vos convictions. CIVICUS partage les histoires de personnes derrière les barreaux et exhorte tous les peuples à demander aux gouvernements de protéger les droits, de faire respecter la justice et de cesser de harceler et d'emprisonner les défenseurs des droits humains dans le monde entier. Ces derniers vous demandent d'être leur témoin, d'où le hashtag #StandAsMyWitness.

Le 13 février 2021 a marqué le **900ème jour** de détention de Sudha Bharadwaj, militante des droits des Dalits, qui a été accusée d'incitation à la violence. Sudha Bharadwaj raconte son histoire :

Je suis avocate spécialisée dans les droits humains et je m'occupe principalement de la protection des droits des Adivasis (tribus autochtones) dans l'État de Chhattisgarh. J'ai

également été secrétaire générale de l'Union du peuple du Chhattisgarh pour les libertés civiles.

J'ai été arrêtée en août 2018 et je suis accusée d'avoir incité les Dalits à participer à une réunion publique avec dix autres défenseurs des droits humains, ce qui a entraîné des violences dans le village de Koregaon Bhima, dans le district de Pune (État Maharashtra), le 1er janvier 2018.

Moi-même et dix autres personnes avons été inculpées en vertu de la loi sur la prévention des activités illégales entre juin et août 2018. Les autres personnes sont Surendra Gadling, Rona Wilson, Shoma Sen, Sudhir Dhawale, Mahesh Raut, Vernon Gonsalves, Arun Ferreira, Varavara Rao, Gautam Navlakha, et l'universitaire Anand Teltumbde. Par la suite, la police a affirmé que les défenseurs des droits humains avaient des liens avec des « organisations illégales ».

Je suis détenue à la prison pour femmes de Mumbai Byculla où un prisonnier a été testé positif au coronavirus. Je suis **diabétique et souffre d'hypertension**. Je demande une mise en liberté sous caution à la Haute Cour de justice après que le tribunal spécial de l'Agence nationale d'investigation (NIA) de Mumbai a rejeté mon appel le 29 mai 2020.

**AGISSEZ. DEMANDEZ LA LIBÉRATION DE
SUDHA BHARADWAJ.**



LA RECONNAISSANCE DES SYMBOLES DE L'HÉRITAGE COLONIAL

Au sein des anciennes puissances coloniales, plus précisément dans les pays anciennement esclavagistes et les pays colonisés, la vague de protestations de 2021 a fait naître une volonté de prendre en compte les héritages coloniaux et la manière dont ces héritages sont commémorés et mis en évidence. Il n'y a pas qu'aux États-Unis que les symboles durables du passé colonial et de l'esclavage (les noms de rues, les noms d'institutions et les statues) ont été passés à la loupe. Ces réflexions sur l'Histoire ne datent pas d'hier. Au cours des dernières années, le mouvement **#RhodesMustFall** s'est fortement mobilisé contre la commémoration de Cecil Rhodes en Afrique du Sud et au Royaume-Uni, tandis que sur l'île antillaise de la **Martinique**, une statue de Joséphine de Beauharnais, épouse de l'empereur Napoléon Bonaparte, avait été décapitée pour protester contre son rôle dans la traite des esclaves dès 1991 ; le reste de la statue a été démantelé par les manifestants en juillet 2020 après que le gouvernement français a refusé de le retirer. De même, à la **Barbade**, une autre île anciennement asservie, la statue de l'amiral Horatio Nelson a été prise pour cible en raison de son soutien à la traite des esclaves. Une pétition en ligne intitulée « Nelson Must Go » a recueilli 10 000 signatures, un chiffre élevé compte tenu de la population du pays, estimée à 287 000 habitants. En réponse à cette pétition, le gouvernement a accepté en juillet de déplacer la statue vers un endroit moins visible.

Au Canada, les statues du premier Premier ministre du pays, John A. Macdonald, ont été prises pour cible. Beaucoup se souviennent de John A. Macdonald en raison de son rôle clé dans la fondation du Canada, toutefois il est également critiqué pour sa politique à l'égard des peuples des Premières nations, qui a été qualifiée de « **génocide culturel** », et pour son racisme à l'égard des personnes noires et des personnes d'origine chinoise. Il a également fondé le service de police qui a aujourd'hui recours à la violence. En août, à **Montréal**, un groupe de manifestants a appelé au définancement de la police et a retiré une statue de John A. Macdonald.

Au Royaume-Uni, à Bristol, une ville bâtie sur l'esclavage, les manifestations se sont concentrées sur la commémoration d'un marchand d'esclaves du 18^{ème} siècle, Edward Colston. En juin, les manifestants ont **démantelé** sa statue, qui datait du 19^{ème} siècle, et l'ont jetée dans les eaux du port. Peu après, à Londres, une autre statue d'esclavagiste, celle de Robert Mulligan, a été **retirée** de l'extérieur



Des manifestants de BLM mactent renversent une statue du propriétaire d'esclaves Edward Colston le 7 juin 2020 à Bristol, au Royaume-Uni. Photo par Harry Pugsley/Getty Images

du Musée des docks de Londres, installé dans un ancien entrepôt de sucre ; qui accueille aujourd'hui une exposition sur l'esclavage dans le négoce du sucre.

À Bristol, où la vague de protestation s'est amplifiée dans le contexte des protestations de 2020 à l'échelle mondiale, le débat sur la manière dont Edward Colston est commémoré dans la ville se poursuit depuis des années, et les tentatives de faire retirer la statue ou même d'ajouter une plaque pour la remettre en contexte ont été repoussées par les politiciens conservateurs. Une initiative visant à renommer la salle de concert de la ville (le Colston Hall), avait déjà été lancée, et les établissements d'enseignement avaient été rebaptisés. Le renversement de la statue a fait état de la frustration ressentie par les citoyens face à la lenteur et au manque de changements.

Au Royaume-Uni, tout le monde pointe du doigt les États-Unis et prétend que la situation n'est pas aussi grave ici. Mais en tant qu'empire, la Grande-Bretagne a directement contribué à la création de ce système. Nous devons nous informer sur les liens existants entre l'empire et la création de structures oppressives. Il est important de constater les problèmes de racisme sur le terrain : dans certaines parties de Londres, les jeunes hommes noirs sont

arrêtés et fouillés jusqu'à 40 fois plus que leurs homologues blancs ; en outre, notre système carcéral est encore plus déséquilibré que celui des États-Unis s'agissant du nombre de personnes de couleur incarcérées.

Ce constat ne témoigne pas seulement du niveau de racisme systémique dans le pays, mais attire également l'attention sur l'importance de développer une vision anti-impérialiste. Il y a une population assez importante d'origine caribéenne au Royaume-Uni ; et nous prenons conscience du fait que les prisons dans les Caraïbes ont d'abord été construites par les Britanniques, et que le système de police actuel en Grande-Bretagne avait été créé dans les colonies pour contrôler la population locale.

Kelsey M ⁷, Community Action on Prison Expansion ⁷, Royaume-Uni

En Belgique aussi, les manifestants ont demandé que l'on reconnaisse le passé colonial du pays, un sujet qui jusque-là était resté à l'écart des grands débats. Le projet impérial belge, axé sur ce qui est aujourd'hui la République démocratique du Congo (RDC), a été mis à exécution avec une violence inouïe, faisant des millions de morts, afin de répondre à la volonté du roi Léopold II qui souhaitait créer son propre fief à des fins lucratives. Les grandes richesses qui ont été arrachées de manière impitoyable aux mains des peuples colonisés sont encore



Marche à Londres, Royaume-Uni, contre les meurtres de femmes transsexuelles noires aux États-Unis, le 27 juin 2020. Photo par Gareth Cattermole/Getty Images

visibles sur les monuments des grandes villes belges, rappelant aujourd'hui un passé barbare. En juin, environ 10 000 personnes, qui étaient pour la plupart masquées, se sont rassemblées devant le palais de justice de Bruxelles pour faire une manifestation, qui a été tolérée par la mairie. Bien que cette dernière ait été en grande partie pacifique, elle s'est soldée par un affrontement entre la police et les manifestants ; les forces de sécurité ont utilisé des canons à eau et arrêté plus de 150 manifestants.

L'attention s'est portée sur les nombreux sites et espaces où Léopold II est commémoré. Celui-ci est présent à travers des statues et des écriteaux dans de nombreux centre-villes et quartiers, mettant ainsi en avant au quotidien auprès des habitants la version officielle de l'histoire coloniale belge. En revanche, il n'existe pas d'espace officiel ⁷ où cette histoire est remise en question et où le lourd tribut payé par les peuples colonisés est commémoré. Des dizaines de milliers de personnes ont signé une pétition en ligne exigeant que toutes les statues de Léopold II soient retirées. En juin, une de ces statues a été **détruite** ⁷ dans la ville d'Anvers après avoir été incendiée. À Gand, un buste de Léopold II a été retiré après avoir été vandalisé.

Dans les pays voisins, les manifestations ont davantage remis en question la tradition du **Zwarte Piet** ⁷ (« Pierre noir »), perpétuée aux Pays-Bas et en Belgique, selon laquelle, à l'approche de Noël, les Blancs se maquillent le visage en noir et portent des perruques bouclées pour caricaturer les personnes noires. Ces dernières années, ces pratiques, qui semblent remonter au 19^{ème} siècle, à l'époque où les Pays-Bas participaient encore à la traite des esclaves, ont été de plus en plus controversées, car elles perpétuent des stéréotypes négatifs sur les personnes noires et sont en décalage avec la modernité et le pluralisme culturel des pays dans lesquels elles sont célébrées. Le débat s'est polarisé, en raison des groupes d'extrême droite qui défendent cette pratique. Dans le même temps, les préjugés culturels et le manque de remise en question qui permettaient à la majorité de la population blanche à considérer la pratique comme relativement innocente ont été de plus en plus remis en question et contestés.

Cette manifestation, qui a eu lieu en juin à Amsterdam, a été menée conjointement par les groupes Kick Out Zwarte Piet et Black Queer & Trans Resistance Netherlands, démontrant le pouvoir d'une action commune et concertée. Après cette manifestation, il semblait que la dimension mondiale des manifestations de 2020 et que la profonde remise en question du racisme structurel et de la



Des manifestants portent des banderoles avec des messages antiracistes le 6 décembre 2020 aux Pays-Bas, à La Haye. Photo par Nacho Calonge/Getty Images

suprématie blanche avaient fait avancer le débat. Selon un **sondage** ⁷ publié en novembre, 83 % de la population était en faveur de cette tradition, contre à peine la moitié en 2020. Les **bibliothèques** ⁷ des Pays-Bas ont commencé à retirer de leurs étagères les livres présentant le personnage. En août, **Facebook** ⁷ a interdit les images de visages noircis, dont celles de Zwarte Piet, sur Facebook et Instagram ; et en octobre, **Google** ⁷ a interdit à tous les sites web et à toutes les vidéos de YouTube mettant en scène « Pierre noir » de gagner de l'argent grâce à la publicité, contribuant ainsi peut-être à mettre fin au cycle vicieux qui permet à certains de tirer profit du trafic généré par les points de vue extrêmes.

Chacune de ces initiatives a entraîné des réactions hostiles : en Belgique, le parti populiste et nationaliste de droite Intérêt flamand (« Vlaams Belang »), qui utilise souvent **Facebook** ⁷ pour recruter des partisans, a qualifié cette initiative d'attaque contre les traditions nationales. À l'approche des fêtes de fin d'année, d'importantes **contre-manifestations** ⁷ ont été organisées contre les manifestations de « Kick Out Zwarte Piet » aux Pays-Bas. Les manifestants ont accusé la police de ne pas avoir assuré leur sécurité face aux agressions des contre-manifestants. À la suite de ces accusations, il a été décidé lors d'une manifestation à Eindhoven que les participants se déplacent en ligne, pour des raisons de sécurité.

En Suisse également, on a commencé à s'interroger sur les liens entre la traite des esclaves et **Alfred Escher** ⁷, un des fondateurs du 19^{ème} siècle de la Suisse moderne, et sur le rôle de l'esclavage dans la création de la richesse du pays. À Hamilton, en Nouvelle-Zélande, la statue du capitaine de la Marine, **John Hamilton** ⁷, qui a donné son nom à la ville, a été enlevée en juin à la suite des manifestations organisées par des Maoris, qui ont souligné son rôle dans les batailles sanglantes menées contre eux pour des terres au 19^{ème} siècle.

Certaines personnes ont critiqué les vagues de protestation contre ces symboles historiques du racisme et de la suprématie blanche, du moins dans les pays du Nord, car elles considéraient qu'elles visaient à effacer l'Histoire ; d'autres ont vivement déploré le fait que peu de souvenirs historiques de valeur seraient conservés. Après la chute de la statue d'Edward Colston au Royaume-Uni, des groupes d'extrême droite, toujours prêts à semer l'indignation et la division, se sont **mobilisés** ⁷ de façon opportune pour « défendre » d'autres statues historiques, comme celles de Winston Churchill, dont aucun groupe n'avait sérieusement demandé le retrait. Les mouvements de lutte contre le racisme risquaient ainsi de se laisser entraîner dans une guerre culturelle, sur un territoire choisi par les groupes d'extrême droite et caractérisé par la désinformation : ils risquaient d'une part de dépenser une énergie précieuse dans des batailles insignifiantes qui ne serviraient pas à lutter contre le racisme et à faire progresser les droits ; et d'autre part de perdre de vue la manière d'apporter les changements qui importent.

Il convient de souligner que les habitants des anciennes puissances coloniales n'étaient pas les seuls à vouloir remettre en question certains symboles historiques. Les habitants de pays victimes du colonialisme ont formulé le même type de revendications. En **Ouganda** ⁷, plus de 5 000 personnes ont signé une pétition pour renommer les rues qui portent encore les noms des personnes et des institutions impliquées dans la répression coloniale brutale. Il en va de même au Soudan, où certains citoyens ont demandé à renommer une importante rue de Khartoum qui porte le nom d'un marchand d'esclaves. En **Afrique du Sud** ⁷, pays d'origine du mouvement #RhodesMustFall, des personnes ont abîmé la statue de Paul Kruger, un leader afrikaner du 19^{ème} siècle, à Pretoria.

Certaines personnes ont accusé les manifestants d'avoir voulu essayer d'effacer l'Histoire : il s'agit là d'un raisonnement simpliste. Au contraire, dans des cas tels que le retrait de la statue d'Edward Colston, les citoyens ont fait preuve d'une véritable prise de conscience et d'un réel intérêt pour l'Histoire de leur pays. Ils

ont fait valoir que l'Histoire n'est ni fixe ni immuable, et que le passé interagit en permanence avec le présent. En effet, les personnes noires sont contraintes chaque jour de vivre dans un environnement où figurent des symboles de l'oppression dont elles ont été victimes ; lesquels continuent à être reproduits et intégrés dans les systèmes d'exclusion actuels. Le fait de vivre dans un tel environnement au quotidien peut être traumatisant et déshumanisant. L'Histoire ne se limite pas à des monuments et à des noms de rues. Ces derniers rappellent parfois des périodes douloureuses de l'Histoire ; c'est pourquoi il convient d'avoir une réflexion approfondie et de toujours se demander qui devrait choisir les épisodes et les récits historiques qui importent. Étant donné que l'Histoire est écrite par les vainqueurs, les manifestants ont insisté sur le fait qu'il était temps pour eux en 2020 de l'écrire, et que les racistes du passé n'avaient pas le droit de déterminer les récits historiques importants pour le reste du temps à venir. Plutôt que de tenter d'étouffer le débat en insistant sur l'importance du politiquement correct, comme ils en ont souvent été accusés ; les manifestants ont essayé d'engager sans plus tarder des débats afin de mieux comprendre les tenants et les aboutissants de leurs luttes.

Si le fait de renverser une statue peut être un moment cathartique, un tel acte révèle clairement l'absence de dialogues et de débats ainsi que la frustration ressentie par le peuple de ne pas être entendu encore et encore. Il est donc nécessaire d'établir de nouveaux processus qui permettent d'organiser un débat sur la manière de bâtir des sociétés, des systèmes politiques et des économies qui profitent à tout le monde (au lieu d'exploiter les communautés noires et les groupes marginalisés à cette fin), et sur la manière de décoloniser les institutions. Ce débat doit souligner le fait que l'Histoire peut et doit être réexaminée et remise en question, et que certaines périodes historiques, comme celles de la communauté noire, non seulement ne reçoivent pas l'attention qu'elles méritent, mais doivent également être honorées et partagées. Il faut pour ce faire mieux comprendre l'Histoire des personnes noires, en commençant par reconnaître qu'il ne s'agit pas seulement de l'Histoire du colonialisme, de l'esclavage et de l'oppression, mais aussi de la façon dont la communauté noire a survécu, résisté et prospéré.

À Bristol, la statue d'Edward Colston n'a passé que quelques jours engloutie au fond du port. Elle a été **récupérée** et ne reviendra pas sur son socle, mais sera plutôt transférée dans un musée, où elle sera exposée aux côtés de pancartes de protestation, pour raconter l'histoire non seulement d'un marchand d'esclaves

disparu depuis longtemps, mais également de personnes contemporaines qui ont forcé leur chemin dans le récit. Un sort similaire attend probablement la statue de Léopold II, renversée à Anvers. L'histoire s'en trouve enrichie.

LA VIOLENCE POLICIÈRE : COMMENT A-T-ELLE FAIT ÉCHO DANS LE MONDE ?

Les vagues de protestations en faveur du mouvement BLM ont été initialement déclenchées par la brutalité policière, comme une manifestation violente et léthale du racisme systémique ; et les protestations ont à leur tour été confrontées à d'autres actes de violence. Le fait que tant d'attention soit accordée à la violence policière a incité d'autres pays à en faire de même, en trouvant des points en commun avec les manifestations en faveur du mouvement BLM, les peuples du monde entier ont exigé une prise de mesures et une reddition de comptes pour les problèmes de violence policière et de violation des droits dans leur propre pays.

Début juin, des centaines de personnes ont **protesté** à Guadalajara, au Mexique, contre les violences policières et ont réclamé justice pour Giovanni López, un homme décédé d'une blessure à la tête après avoir été arrêté. Il est mort début



Manifestation contre la violence policière devant l'ambassade des États-Unis à Mexico, au Mexique, le 5 juin 2020. Photo par Héctor Vivas/Getty Images

mai, mais le peuple s'est indigné après la diffusion d'une **vidéo** le 3 juin, dans laquelle des passants ont déclaré que la seule infraction commise par Giovanni López était de ne pas porter de masque. Outre sa blessure à la tête, il a également été blessé par balle pendant sa détention. Lors des **manifestations** du 4 juin, des groupes de manifestants ont vandalisé des bâtiments et endommagé des véhicules de police, tandis que la police tirait des gaz lacrymogènes. Les journalistes qui couvraient les manifestations ont **déclaré** avoir été agressés par la police.

Le lendemain, des personnes se sont rassemblées devant le Bureau du procureur général de l'État à Guadalajara pour demander justice. Une fois de plus, elles ont été **réprimées** par la police ; certaines personnes ont été **arrêtées** arbitrairement et illégalement. Les manifestants ont **affirmé** avoir été emmenés par des agents en civil dans des **voitures banalisées** ; battus et maltraités, dépouillés de leurs effets personnels, menacés de **disparition**, détenus pendant des heures puis laissés à la périphérie de la ville sans aucun moyen de rentrer



Le 8 juin 2020, des groupes féministes basés à Mexico réclament justice pour Melanie, une jeune fille de 16 ans battue par la police lors de la manifestation en faveur du mouvement BLM du 5 juin. Photo par Héctor Alfaro/Agencia Press South/Getty Images

chez eux. Le lendemain, on ne savait toujours pas où se trouvaient plus de 20 personnes. Suite à la pression des réseaux sociaux, six jeunes manifestants ont été **libérés** le 9 juin.

Après une **manifestation** devant l'ambassade des États-Unis à Mexico en solidarité avec le mouvement BLM le 4 juin, une autre manifestation a été organisée dans la capitale le lendemain, avec pour thème la violence policière au Mexique et aux États-Unis. Certains manifestants ont **vandalisé** des magasins et des banques, et environ 400 policiers ont été **déployés**. Les manifestants ont utilisé les réseaux sociaux pour dénoncer le recours à une **force excessive** par la police. En outre, des séquences vidéo ont montré des agents anti-émeutes en train de battre une adolescente ; une agression pour laquelle deux agents ont été **arrêtés** par la suite. Après que les manifestants ont mis en lumière ces atteintes à leur droit de manifester, les autorités locales ont annoncé le 7 juin qu'elles allaient établir un **protocole** pour le maintien de l'ordre lors des manifestations à Mexico afin d'éviter les abus contre les manifestants et les journalistes.

Le 7 juin également, **une centaine de personnes** ont participé à des manifestations contre la violence policière à Tijuana, et certains groupes ont temporairement bloqué les voies frontalières en direction du sud au point d'entrée de San Ysidro, avant de se diriger vers l'Hôtel de ville. Une autre marche a eu lieu à Mexico le 13 juin, après qu'un jeune mexicain-américain de 16 ans, **Alexander Martínez Gómez**, a été abattu par la police dans le sud du Mexique.

L'appel à mettre fin aux violences policières a également trouvé un écho dans plusieurs pays africains où la police agit en tant qu'agent de contrôle répressif de l'État. Au Kenya, la relation conflictuelle que la police entretient avec le public peut être considérée comme un héritage du joug britannique : les forces de sécurité actuelles s'inscrivent dans la continuité des forces coloniales, leur attitude et leur mission restant inchangées. Le 8 juin, 200 personnes ont **défilé** pacifiquement dans le bidonville de Mathare à Nairobi, la capitale du Kenya, pour protester contre la violence policière et la recrudescence des exécutions extrajudiciaires qui ont suivi l'instauration d'un couvre-feu en raison de la pandémie, du crépuscule à l'aube. Un manifestant dont l'ami a été abattu par la police a expliqué la manifestation avait eu lieu parce que « la police nous a plus tués que le coronavirus ». Les manifestants se sont identifiés au mouvement BLM, affirmant que leur communauté était solidaire des Afro-américains et des personnes vivant dans la pauvreté aux États-Unis, dans le contexte d'une lutte commune pour la dignité.



Des Kenyans protestent contre les violences policières dans le bidonville de Mathare à Nairobi, au Kenya, le 8 juin 2020. Photo par Fredrik Lerneryd/Getty Images

Le 7 juillet, une nouvelle **manifestation** à Nairobi a rassemblé des personnes exprimant leur colère face à la vague continue d'exactions policières dans le contexte de l'application des restrictions liées à la pandémie. A ce stade, au moins 22 personnes, dont un garçon de 13 ans, auraient trouvé la mort à cause d'officiers de police ayant fait preuve de violence dans l'application des règles d'urgence. La police a tiré des gaz lacrymogènes et arrêté une trentaine de manifestants, affirmant qu'ils n'avaient pas respecté les règles de distanciation.

La situation était similaire dans un pays voisin, en Ouganda, où la police a souvent agi en tant qu'agent brutal de la répression du parti au pouvoir, sous le régime du président Yoweri Museveni, qui a duré 35 ans. Il n'est pas surprenant qu'à l'approche des élections générales contestées de janvier 2021, la police ait souvent été déployée pour réprimer les candidats de l'opposition, les organisations de la société civile et les manifestants. En octobre, Nana Mwafrika Mbarikiwa, une militante des droits des femmes, a été arrêtée et détenue lors d'une **manifestation** contre les violences policières à Kampala, la capitale ougandaise.

Mais ce qui différait en 2020, c'est que cet événement avait déclenché une cascade de témoignages et de vidéos sur les violences policières, partagés avec le hashtag à la mode de Twitter #EndPoliceBrutalityInUganda. Tous les récits concernaient des actes brutaux commis contre des manifestants et des partisans de l'opposition.

#ENDSARS

Le Nigeria a accueilli le plus grand mouvement d'Afrique contre les exactions policières. Une grande vague de manifestations a éclaté en octobre, appelant à la suppression de l'Escouade spéciale de lutte contre le vol (SARS), sous la bannière #EndSARS. Les manifestations ont été déclenchées par le partage d'une vidéo montrant des agents de la SARS traînant deux hommes dans la rue et tirant sur l'un d'eux. La vidéo, qui a rapidement circulé, a déclenché une avalanche de témoignages de harcèlement et de brutalité des agents de la SARS. Les parallèles entre différents pays et les courants de pensée autour des manifestations aux États-Unis ont permis de dégager un consensus : si les vies des personnes noires sont précieuses, alors elles doivent l'être dans tous les pays où ces personnes sont majoritaires, et les autorités de ces pays doivent assumer la responsabilité fondamentale qui leur incombe, à savoir protéger la vie de leurs citoyens, plutôt que de la mettre en danger. Dans le pays le plus peuplé d'Afrique, la vie des personnes noires devraient être valorisées.

Malheureusement, la **violence policière** est un problème bien ancré au Nigeria, que les citoyens dénoncent depuis des années. Le hashtag #EndSARS a **gagné en popularité** sur Twitter dans tous les pays du monde pendant les manifestations de 2020, mais le slogan a été utilisé pour la première fois en 2017. La SARS a été créée en 1992, alors que le Nigeria était encore sous régime militaire, et a par la suite été accusée d'agir comme si la démocratie n'avait jamais été rétablie. La SARS a longtemps été considérée comme agissant de facto comme un gang à part entière, ne se distinguant en rien des criminels. En outre, la SARS a été accusée d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions, de viols, de torture, de corruption et de chantage, entre autres crimes graves. Les jeunes citoyens nigériens ont tous été particulièrement ciblés par la SARS en raison de la façon dont ils s'habillent, des technologies modernes qu'ils utilisent ouvertement, et des véhicules qu'ils conduisent.

Nelson Olanipekun, de **Citizens' Gavel**, une organisation civique nigériane de technologie, souligne les problèmes sous-jacents, et la façon dont les

manifestations en faveur du mouvement BLM et les exactions commises par la police en appliquant les règles relatives à la pandémie ont fait monter la colère :

Au Nigeria, le tollé mondial suscité par la mort de George Floyd a de nouveau incité les citoyens à demander à ce que la police réponde de ses actes, et à partager leurs propres expériences avec les policiers. La tragédie qui a eu lieu aux États-Unis et son retentissement mondial se sont ajoutés aux problèmes préexistants à l'échelle locale, ce qui a permis de faire entendre de nouvelles voix s'élever contre la violence policière. Nous avons eu l'occasion d'apporter notre pierre à l'édifice en traitant les plaintes que les citoyens ont portées à notre attention et en poursuivant notre travail pour que les policiers coupables soient tenus responsables de leurs actes.

Dès le début de la pandémie, le nombre de cas de violence policière liés à la mise en œuvre de mesures de confinement et à l'application des protocoles sanitaires a augmenté. Les interactions entre les citoyens et les agents de police se sont intensifiées et, par conséquent, davantage de plaintes contre les agents de police ont été enregistrées. En avril 2020, le nombre de personnes tuées par la police **s'est avéré** supérieur à celui des décès dus à la pandémie de COVID-19. En outre, les violences commises par la SARS se sont poursuivies pendant la pandémie, et les policiers ayant commis des actes de torture et des crimes violents (principalement contre des hommes jeunes et à faible revenu) n'étaient toujours pas traduits en justice.

À l'instar des nombreuses manifestations évoquées précédemment, bon nombre des personnes qui s'étaient mobilisées étaient des jeunes, qui manifestaient souvent pour la première fois. Ils ont exprimé leur colère face à l'acharnement des agents de la SARS contre les jeunes et à la détérioration de la situation économique sous la pandémie, associée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et à la persistance du taux de chômage élevé chez les jeunes. Des personnes qui auparavant semblaient ne rien partager en commun se sont réunies. Les importantes manifestations ont attiré l'attention, et le hashtag #EndSARS a été repris et diffusé par des célébrités nigérianes, des personnes influentes et issues de la diaspora. Comme pour le mouvement BLM, elles ont répondu à l'appel au soutien à la campagne #EndSARS. Par exemple, l'acteur britanno-nigérian John Boyega, qui a fait un **discours passionné** lors d'une manifestation pro BLM à Londres en juin, a tweeté son **soutien** au mouvement #EndSARS en octobre. Menées par des personnes de la diaspora nigériane, des manifestations en

solidarité à ce mouvement ont eu lieu dans d'autres pays, dont le **Canada**, la **Nouvelle-Zélande**, l'**Afrique du Sud** et le **Royaume-Uni**. Un nombre impressionnant de ressortissants nigériens, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, se sont volontairement mobilisés pour collecter des fonds afin de fournir aux manifestants de la nourriture, de l'eau et des fournitures médicales. Certaines personnes ont utilisé le bitcoin pour faire des dons, pour échapper au contrôle de l'État. Des centaines d'avocats se sont portés volontaires pour apporter un soutien juridique aux personnes arrêtées lors des manifestations. Les gens ont eu recours aux réseaux sociaux pour documenter la répression policière.

Dans une certaine mesure, la pression exercée par les manifestations a porté ses fruits. En quelques jours, le gouvernement a décidé de **dissoudre** la SARS, mais les Nigériens n'étaient pas encore convaincus et ont continué à manifester. Le gouvernement avait déjà promis à maintes reprises une réforme de la police, mais ces promesses n'avaient pas été tenues, et beaucoup croyaient que la SARS serait simplement reconstituée sous un autre nom ; tandis que les auteurs de crimes continueraient à jouir de l'impunité. La mise en place d'une nouvelle unité de police en lieu et place de la SARS semblait confirmer ces soupçons. Les manifestations se sont poursuivies, alimentées par la diffusion, en octobre, de nouvelles vidéos montrant d'autres meurtres commis par des policiers, indiquant clairement que rien n'avait vraiment changé. En octobre, **plus de 10 000 personnes** sont descendues dans la rue pour exiger une paralysie totale de Lagos, la plus grande métropole d'Afrique. Une nouvelle manifestation a bloqué l'accès à l'aéroport de la ville. Les manifestants ont commencé à dénoncer des problèmes plus importants et à réclamer une réforme plus globale. Ils ont exigé la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées, la justice pour les victimes de violence policière, la poursuite des officiers accusés, et même une augmentation des salaires de la police comme moyen de dissuasion contre la corruption généralisée.

Le mois d'octobre a également été marqué par des manifestations autour de la fête de l'indépendance du Nigeria, à l'occasion de laquelle le pays a célébré son 60ème anniversaire d'indépendance. La Coalition pour la Révolution, qui s'est **mobilisé** pour première fois en 2019, a organisé des **manifestations** dans tout le pays sous la bannière #RevolutionNow, en mettant l'accent sur les questions de mauvaise gouvernance et de prix du carburant et de l'électricité, un sujet particulièrement sensible qui a donné lieu à des manifestations au mois de septembre passé. La police a sévèrement réprimé ces manifestations, une soixantaine de personnes ont été arrêtées, et un journaliste a été agressé. Les manifestations prévues en août

pour **commémorer** 7 le premier anniversaire de #RevolutionNow ont également été dispersées par les forces de sécurité et ont donné lieu à de nombreuses **arrestations** 7 ; plusieurs des personnes détenues ont **déclaré** 7 avoir été victimes de violences et d'humiliations de la part des policiers.

La réponse violente réservée aux manifestations n'a fait que confirmer le scepticisme de la population quant à la concrétisation des réformes qui avaient été annoncées. À la mi-octobre, **au moins dix personnes** 7 avaient été tuées et des dizaines d'autres blessées, bien que les autorités aient démenti toute information faisant état de morts à la suite des manifestations. Alors que ces dernières se poursuivaient, le gouvernement a imposé un **couvre-feu** 7 de 24 heures à Lagos et dans d'autres villes et États. Ensuite, le 20 octobre, les soldats **ont ouvert le feu** 7 à balles réelles, tuant, selon les rapports, **au moins 12 personnes** 7. Ce jour est tristement devenu célèbre et connu sous le nom du massacre du péage de Lekki. Les manifestants avaient occupé ce vaste site de manière pacifique et perturbé la circulation ; certains ont perdu la vie. Les images vidéo des tirs des forces de sécurité sur des manifestants pacifiques ont largement été condamnées. Toutefois, lors d'un discours télévisé au cours duquel Muhammadu Buhari a appelé à mettre fin aux manifestations dans un discours télévisé, le président nigérian **n'a même pas reconnu** 7 les tirs, tandis que l'armée a d'abord tenté de nier sa propre présence. Les manifestants ont affirmé que des groupes armés constitués d'hommes au chômage, payés par les autorités, avaient également infiltré les manifestations et commis des actes de violence. Les autorités ont continué à revoir à la baisse le nombre de personnes tuées, et un **mur du silence** 7 s'est érigé autour des hôpitaux accueillant les blessés. Les porte-parole de la police ont dénigré les manifestants en les qualifiant de criminels. Désormais, les autorités considéraient les manifestations comme subversives : celles-ci commençaient à demander au gouvernement de redistribuer le pouvoir, et étaient donc devenues dangereuses.

En fin de compte, les manifestations pour protester contre la violence d'État et en faveur de la liberté et la dignité ont été réprimées ; et, triste paradoxe, au moyen de violence meurtrière et excessive, d'arrestations de manifestants et de **mesures répressives** 7. Ces mesures comprenaient des amendes infligées aux médias qui avaient couvert les manifestations, et le gel des comptes bancaires des dirigeants et organisations leaders des protestations qui avaient été utilisés pour collecter et recevoir des fonds visant à les financer. Aussi absurde que cela puisse paraître, les personnes dont les comptes ont été gelés ont été accusées et soupçonnées d'avoir

« financer le terrorisme » ; et les passeports de certaines personnes ont même été saisis, ce qui illustre bien la démarche agressive des autorités.

Après le massacre du péage de Lekki, beaucoup de personnes se sentaient trop effrayées pour manifester, beaucoup se sont auto-censurées et certaines ont fui à l'étranger. Pour l'instant, les crimes commis le 20 octobre sont restés impunis. Après avoir accordé une concession minimale, à savoir changer l'appellation de la SARS, le gouvernement semblait croire qu'il pouvait tourner la page et continuer comme si de rien n'était. Il a donné l'impression d'être **coupé de la réalité, et d'être** 7 incapable de comprendre les souffrances et les doléances de nombreux jeunes Nigériens. Il n'empêche que les problèmes persistent, tout comme la colère. Comme l'a prouvé la résurgence du mouvement BLM aux États-Unis et dans le monde entier, il est probable que d'autres manifestations soient organisées et que de nouvelles revendications fassent surface, lorsque les conditions redeviendront propices. Des voix s'élèveront également toujours pour exiger que les auteurs de violations **répondent de leurs actes** 7 et pour que justice soit faite pour les victimes du massacre du péage de Lekki.



Manifestation à Londres, au Royaume Uni, contre la répression des manifestants du mouvement #EndSARS au Nigeria en octobre 2020. Photo par Dan Kitwood/Getty Images

PREMIERS IMPACTS DU MOUVEMENT BLM À TRAVERS LE MONDE

Les changements recherchés par les manifestations de 2020 sont profonds et exigent le renversement des structures politiques, sociales et économiques du racisme systémique et de la suprématie blanche, qui sont en place depuis des siècles. Tous les changements qui ont eu lieu en 2020, tels que les changements électoraux acquis grâce à la mobilisation des Afro-américains à l'approche des élections américaines, et les mesures prises par certaines administrations locales en vue de définancer la police, ne représentent qu'une petite partie des progrès attendus. Mais les progrès accomplis sont indéniables, aux États-Unis comme dans le reste du monde.

Les manifestations de grande ampleur qui ont eu lieu au Canada ont suscité une véritable prise de conscience. Le Premier ministre **Justin Trudeau** a fait partie des milliers de personnes qui ont posé le genou à terre pendant huit minutes et 46 secondes - le temps qu'il a fallu à la police pour tuer George Floyd - lors d'une manifestation en juin, et il a ensuite reconnu publiquement que le racisme sévissait aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Lors de la première vague de manifestations, le ministre canadien de la sécurité publique a **reconnu** qu'il était nécessaire de réformer la police et de prendre des mesures face aux taux disproportionnés d'incarcération parmi les personnes noires et les indigènes. En Nouvelle-Zélande, à la suite des manifestations, le chef de la police s'est engagé à ne pas prolonger le programme pilote d'armement de la police. Quant au Green Party, alors devenu membre du gouvernement de coalition et partenaire permanent du gouvernement majoritaire à la suite des élections d'octobre (voir le chapitre de ce rapport sur la démocratie sous la pandémie), il a exprimé son soutien au mouvement BLM et a dénoncé la discrimination à l'encontre des Maoris et des habitants des îles du Pacifique, en soulignant leur handicap dans les domaines de l'éducation, des soins de santé et du logement, et leur surreprésentation en prison.

Aux Pays-Bas, alors que l'opinion publique évoluait, le Premier ministre Mark Rutte, qui avait auparavant défendu la tradition du « Pierre noir », et s'était déguisé dans le passé, a **annoncé** qu'il comprenait désormais que cette pratique pouvait donner aux personnes noires le sentiment d'être discriminées, et a admis que le racisme était un problème dans son pays. En Belgique, le **roi Philippe** a exprimé ses « regrets » face aux actes de violence commis pendant la période coloniale, et a reconnu, dans une lettre adressée au président de la RDC Félix

Tshisekedi, à l'occasion du 60ème anniversaire de l'indépendance du pays, que les discriminations existaient bien dans la société actuelle. Bien que cette lettre ne soit pas une lettre d'excuses à proprement parler (qui aurait pu ouvrir la voie à des demandes de réparations), elle a malgré tout marqué une rupture historique avec les anciennes habitudes de déni des pratiques brutales du colonialisme, voire d'éloge de Léopold II.

Le Parlement belge a créé une commission « vérité et réconciliation » pour examiner le passé colonial du pays. Au Royaume-Uni, le maire de Londres, Sadiq Khan, lui-même régulièrement victime de racisme, a annoncé la création d'une **commission** chargée d'examiner les monuments de Londres et de se concentrer sur l'amélioration de la diversité, notamment dans les espaces artistiques publics et les noms de lieux. En janvier 2021, il a été révélé que **près de 70** hommages à des personnes racistes, à des marchands d'esclaves et à des colonisateurs, sous la forme de statues, de noms de rues et d'autres monuments commémoratifs, avaient été supprimés ou modifiés ou étaient en passe de l'être au Royaume-Uni.

Aucun de ces changements n'aurait eu lieu sans les manifestations de grande ampleur de 2020, qui ont fait comprendre l'urgence et l'importance de donner de l'importance à la vie des personnes noires. En outre, les manifestations se sont



Des milliers de personnes marchent en soutien au mouvement BLM le 14 juin 2020 à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Photo par Fiona Goodall/Getty Images



Manifestation du mouvement BLM devant le Palais de Justice de Bruxelles, en Belgique, le 7 juin 2020. Photo par Thierry Monasse/Getty Images

inscrites dans des luttes de longue date et des initiatives de la société civile visant à remettre en question les structures, les pratiques et les attitudes du racisme systémique et de la suprématie blanche. Mais la question reste bien sûr de savoir quels changements réels découleront de la prise de conscience de la pression exercée par les vagues de protestations, ou si leurs retombées demeureront purement symboliques.

La pression que les citoyens ont exercé en ligne contre les entreprises de réseaux sociaux a également suscité une certaine prise de conscience. Les campagnes qu'ils ont menées ont mis en évidence le rôle des plateformes de réseaux sociaux dans le partage des discours haineux. En effet, ces plateformes ne se contentent pas seulement de transmettre ces discours : les algorithmes sont conçus dans le but d'attirer l'attention sur certaines pages, fournissant ainsi au public du contenu sensationnel et extrême, et en lui donnant plus de visibilité, et récompensent même leurs auteurs avec des revenus publicitaires ; faisant ainsi de la haine une activité lucrative. Le groupe « Stop Hate for Profit » est une initiative mise en place après l'assassinat de George Floyd, appelant notamment **Facebook** à modérer et à faire disparaître les discours de haine. En réponse à cette pression, les grandes entreprises ont **retiré ou interrompu** leur publicité sur Facebook. Des géants de

l'industrie tels que Coca-Cola, Diageo et Unilever ont pénalisé Facebook, qui tire environ 98 % de ses revenus de la **publicité**, en visant son point faible.

En ligne, les marques ont également rapidement manifesté leur soutien au mouvement BLM, en changeant leurs icônes, en exprimant leur soutien au « **Blackout Day** », une journée qui permet chaque année aux Afro-américains de montrer leur pouvoir économique en ne dépensant ou en n'achetant que dans des entreprises appartenant à leur communauté, et en publiant des déclarations reconnaissant que le racisme est structurel et que davantage d'efforts doivent être consentis pour combattre ce fléau dans leurs entreprises. Les équipes sportives du monde entier ont commencé à suivre l'exemple américain en posant le genou à terre pour exprimer leur opposition au racisme. Lorsque la Premier League anglaise a repris ses activités après une pause due à la pandémie en juin, le public de 188 pays a vu ses joueurs héroïques s'arrêter au début de chaque match pour poser leur genou à terre. On était bien loin de l'époque où les joueurs précurseurs de ce geste se voyaient privés de compétition pour l'avoir reproduit.

Ces actes constituaient une importante reconnaissance publique de l'existence du racisme structurel et de la suprématie blanche, mais ils ont également suscité des inquiétudes quant à l'affaiblissement de la dimension politique d'un mouvement qui constitue un défi direct au pouvoir politique et économique. Pour aboutir à un changement réel et de grande envergure, la reconnaissance du public et les mesures doivent aller au-delà de la simple formulation de slogans, de publication de « j'aime » sur les réseaux sociaux, et d'un positionnement intéressé des entreprises.

Peut-être plus important encore, pour la première fois, de nombreux Blancs ont compris et reconnu qu'ils ne pouvaient plus simplement se retirer des conversations sur l'injustice raciale, et qu'ils devaient jouer leur rôle en reconnaissant le racisme systémique et en commençant à s'y attaquer. De plus en plus de personnes ont compris que le silence des Blancs est complice de la suprématie blanche et que le privilège des Blancs doit être reconnu, analysé et remis en question. Les nombreux Blancs qui ont défilé en solidarité lors de manifestations dans le monde entier n'ont pas exprimé le désir d'associer d'autres personnes au mouvement, ou de dissimuler la colère des manifestants, mais de reconnaître la nécessité d'écouter et d'échanger.

Le changement ne peut pas se limiter à un sportif qui pose le genou à terre, à

un homme politique qui choisit soigneusement ses mots afin de s'assurer qu'ils ne vont pas jusqu'à constituer un aveu, ou à une statue renversée. De tels moments peuvent être porteurs d'une signification symbolique importante et contribuer à remettre en cause le manque de visibilité qui pèse sur les personnes exclues de la société. Toutefois, pour pouvoir véritablement apprécier l'ampleur des changements, il faudrait savoir si les individus sont capables d'accéder et de jouir pleinement de leurs droits civils, politiques, sociaux et économiques, indépendamment de toute considération ou de marqueur de l'identité. Ainsi, il sera possible d'attester sans équivoque d'un changement lorsque les citoyens pourront confronter sans danger les auteurs d'actes racistes, et que ces derniers

seront tenus responsables de leurs actes, quelle que soit leur niveau de pouvoir dans la société, et même s'ils font partie de l'appareil policier.

À cet égard, nos sociétés sont loin d'être ce qu'elles pourraient être et ce qu'elles doivent être. Les problèmes mis en lumière en 2020 ne sont pas nouveaux ; ils sont structurels et systémiques. Il doit y avoir le même niveau de mobilisation pour les surmonter. Il en va de même pour la colère du peuple, qui n'a pas non plus été exprimée pour la première fois en 2020, et qui ne disparaîtra pas. Le peuple continuera à exiger des changements radicaux jusqu'à ce qu'il parvienne à les concrétiser.



Une leader du mouvement BLM s'adresse à la foule rassemblée devant le conseil municipal de New York avant le vote du budget du service de police le 30 juin 2020. Photo par Ira L. Black/Corbis via Getty Images